

Tribune socialiste



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE N° 641

DU 19 AU 25 JANVIER 1975

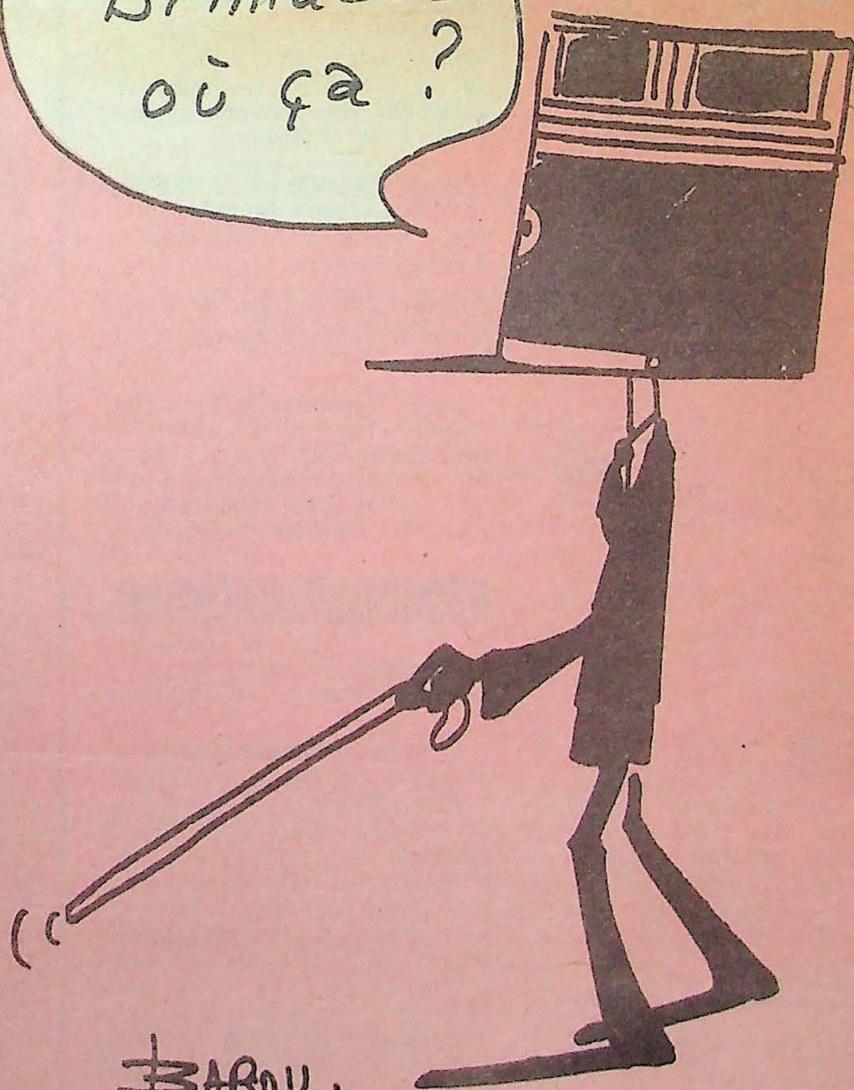
• **unitaires
pour trois (p. 2)**

• **Brejnev
et la crise (p. 14)**

• **Une interview
de R.V. Pilhes (p. 16)**



des
brimades
où ça ?



BAROU.

SOMMAIRE

- PC-PS : de l'or pur au plomb vil . p. 4
- La crise selon Michel Rocard : les nouveaux guérisseurs. p.5
- Une armée heureuse p. 6
- Paysans : la comtesse veut chausser les sabots p. 6
- Maternelles : l'élevage en serre . p. 7
- Crise du capitalisme: l'affrontement p. 8-9
- Immigrés : main-basse sur l'alphabétisation p. 10
- Ex-ORTF : du rififi dans les syndicats p. 10-11
- Le travail social, pour quoi faire ? p. 11
- Afrique blanche : le tournant de la « realpolitik » p. 12
- Brèves internationales p. 13
- L'URSS croit-elle à la crise ? p. 14
- Théâtre : les malaises d'une société. p.15
- Rétro sur Marlène p15
- Les imprécations de R.-V. Pilhes . p. 16

Cherchons d'urgence quelques Perfo-vérif. militantes pour travaux occasionnels — Rémunération éventuelle ! !

Téléphoner ou écrire : PSU : 9, rue Borromée - 75015 PARIS - Tél : 566.45.37

ts HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMEN
Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
 Distribué par les N.M.P.P.
 Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Rédaction en chef : Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
 9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Composition : CADET-PHOTOCOMPOSITION

Calendrier politique

Meetings du PSU

- 18 janvier
— Sarcelles - Meeting avec B. Ravenel
- 18 janvier
— Marly - Meeting avec Barjonet-Corneau (DPN)
- 19 janvier
— Tours - Assemblée de formation pour militants avec Rochebrune (BN)
- 24 janvier
— Massy - Meeting avec Gollet-Arthuys (DPN)
- 24 janvier
— Le Havre - Meeting avec Mousel-G. Petiot
- 28 janvier
— Paris 13e - Meeting avec Barjonet
- 31 janvier
— Périgueux - Meeting avec Mousel-Maguy Guillien
- 31 janvier
— Limoges - Meeting avec Barjonet-Rochebrune ou Le Tocquin
- 31 janvier
— Bordeaux - Meeting avec Leduc-G. Petiot

Chrétiens Marxistes :

Après la réunion de Chevilly-Larue, deux assemblées régionales se tiendront, l'une à Nantes, l'autre à Marseille le samedi 18 janvier. Pour tous renseignements et inscriptions, écrire à la Coordination chrétiens marxistes 46, rue de Vaugirard 75006 - Paris. Tél. : 033.31.49. Une nouvelle assemblée sera convoquée à Paris les 25 et 26 janvier.

Dimanche 19 janvier à 15 h 30, 16, rue Georgette Agutte - Paris 18e, projection du film **Portugal d'aujourd'hui**.

6 heures pour la presse libre
6 heures de chansons non-stop

Gala « **Libération** » dimanche 2 février à partir de 18 h au chapiteau Galaxy - M° Porte de Pantin. Prix unique 20 F, billet de soutien 30 F et plus. En vente à **Libé**, 27, rue de Lorraine (M° Laumière).

Dernière heure :

les fascistes frappent le soir

Première réunion mercredi soir, à Paris (rue Charonne) du comité de soutien à Bernard Remy, notre camarade détenu à la prison de Gragnan (cf. notre article en p. 6). Surgit une bande armée qui casse tout, matraque la mère de Bernard Remy, laisse quatre blessés et du sang sur les rideaux. Avec une poignée de tracts signés « Groupe d'intervention nationaliste », la marque d'Occident, et la promesse qu'on ne laissera plus « piétiner l'honneur de l'armée ». On dirait qu'il faudra s'attendre par les temps qui courent à recevoir d'autres visites du même genre !

DPN du PSU :

MAIS



Pour le PSU, 1975 doit être l'année de l'offensive populaire contre le plan d'austérité. La définition d'une ligne politique qui prenne en compte cet objectif — et qui avait été le fait majeur du congrès d'Amiens — est certes primordiale. Elle n'est pas suffisante. Restait donc au PSU à se donner les moyens de sa politique. Restait — et ce n'est pas une mince affaire — à prévoir les possibilités d'application concrète d'une politique d'unité populaire.

C'est à la mise en œuvre d'une telle entreprise que s'est attachée la Direction politique nationale, les 11 et 12 janvier 1975. Les membres de cette DPN, élus à l'issue du congrès d'Amiens, se réunissaient pour la première fois. Ils ont abandonné les méthodes de travail, quelque peu parlementaires, des anciennes réunions et mis sur pied un ensemble complexe de commissions, sous-commissions et groupes de travail. Ils ont, en revanche, bien distingué les structures qui relèvent de l'organisation permanente du parti (Commission Agricole, Entreprises, Femmes, Internationale), et celles que la DPN institue en fonction de l'ordre du jour retenu (déclarations politiques, campagnes d'action). De tout ce remue-ménage fébrile, il est sorti plus de quatorze rapports, préludes aux décisions collectives qui fixent les initiatives du parti et les priorités à retenir.

Déclaration pour l'Unité

Le gouvernement Giscard applique aujourd'hui un plan d'austérité qui a déjà fait près d'un million de chômeurs sans arrêter la hausse des prix et la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Face à cette politique, les grands partis de gauche donnent le spectacle de l'indécision et de la division.

Pourtant, un grand espoir s'était levé chez les travailleurs au moment de l'élection présidentielle. Il s'est exprimé, même après le 19 mai, par une forte combativité. La déception d'aujourd'hui est à la mesure de l'espoir d'hier : nous ne sommes plus en période électorale, et les véritables désaccords entre les deux forces principales de la gauche reviennent à la surface.

Tout en se réclamant l'un et l'autre avec force du programme commun, le PCF et le PS s'affrontent de plus en plus durement. La polémique porte en fait sur les solutions à donner à la crise et sur le problème du pouvoir.

A un moment où les cercles dirigeants de la bourgeoisie son-

gent à une nouvelle coalition gouvernementale incluant les socialistes, le PCF accuse le PS de s'orienter vers un compromis avec la bourgeoisie pour gérer cette crise. Et il est vrai qu'un certain nombre de déclarations d'anciens et de nouveaux dirigeants du PS prêtent le flanc à cette critique.

Mais se borner, comme le PCF, à réclamer l'application intégrale du programme commun ne constitue pas un moyen de faire face à la situation.

La vraie réponse, la seule réponse, c'est celle que les travailleurs, désorientés par la polémique actuelle, exigent. C'est l'unité pour passer à l'offensive contre la politique de Giscard.

Cette unité doit rassembler dans l'action les masses populaires, toutes les forces politiques et syndicales de la classe ouvrière. Un tel rassemblement unitaire, s'attaquant de front à l'adversaire de classe, constitue le moyen de dissiper les équivoques et de surmonter les divisions.

UNITAIRES POUR TROIS... DANS L'ACTION

Solennité...

En ce début d'année, le ciment d'une unité trop exclusivement limitée à un grand moment électoral s'est effrité, révélant aux travailleurs désorientés ses insuffisances. Faute d'avoir prévu des formes plus permanentes et plus « motivantes » d'unité, et à force d'avoir tout mis sur un succès électoral, la gauche se trouve fort dépourvue maintenant devant les initiatives du pouvoir. C'est la raison pour laquelle, avec une solennité peu coutumière au PSU mais qui marque bien la force de sa détermination, la résolution finale développée par Michel Mousel devant la presse avait pour titre : « déclaration pour l'unité ». Par ce texte qui invite les organisations de gauche à un « accord politique d'action contre le plan d'austérité » (voir ci-contre) le PSU montre qu'il entend pleinement contribuer à la riposte qu'il faut organiser contre la politique du gouvernement. Cette plate-forme unitaire de lutte n'aura de chances de réussir que dans la mesure où cette initiative pourra s'appuyer sur un travail réellement engagé à la base.

Car c'est sur le terrain de la lutte de classe qu'il est possible de mettre en cause la politique de Giscard d'Estaing. Une politique qui, d'aménagements de pure forme en réformes plus substantielles, affirme chaque jour davantage sa cohérence et vise, en fait, à préserver et à renforcer l'essentiel : le système de profit. Face à la crise et au plan d'austérité, une riposte politique, cohérente et unitaire, s'impose. La DPN a précisé les différentes modalités de l'intervention du PSU. Dans différents secteurs importants, le PSU se propose d'organiser six campagnes d'action qui s'adressent aux travailleurs et à l'ensemble des organisations ouvrières. La campagne pour le secteur agricole sera couronnée par une opération « portes ouvertes » du parti qui aura lieu en même temps que le salon de l'agriculture. De même, la campagne pour l'emploi doit aboutir à des assises pour l'emploi : « Il s'agit de créer les conditions d'une généralisation et d'une jonction des luttes sur l'emploi, mais il s'agit aussi de situer politiquement les responsabilités du capitalisme ».

Les socialistes unifiés doivent aussi organiser des campagnes pour le contrôle des transports et du logement. Enfin, en ces temps d'inflation, la DPN a jugé indispensable la mise en place d'une campagne sur le contrôle des prix à la production et à la consommation. Les modalités concernant l'organisation de ces campagnes seront transmises aux militants par l'intermédiaire des fédérations et des sections. L'ensemble des militants du PSU doit se sentir mobilisé pour qu'à partir des conditions locales ou régionales ces initiatives atteignent leur objectif.

Pour y contribuer, le PSU propose un accord politique et d'action contre le plan d'austérité. Un tel accord pourrait se réaliser autour des objectifs suivants :

- défense de l'emploi, des conditions de travail et du pouvoir d'achat ;
- contrôle des prix à la production et à la consommation ;
- campagne d'action sur les transports en commun et sur les loyers et charges locatives ;
- contrôle populaire sur la santé et la Sécurité Sociale ;
- défense de l'outil de travail et de la rémunération des salariés agricoles et des travailleurs paysans.

L'ensemble de ces actions doit permettre de mettre en cause la politique de la bourgeoisie au pouvoir, d'une manière concrète et immédiate, et de préparer le changement social et politique ouvrant la voie au pouvoir des travailleurs.

Le PSU est conscient du fait que ces propositions n'atteindront pleinement leur but que dans la mesure où se réalisera une large mobilisation populaire. Il se déclare prêt à engager dès maintenant la discussion sur les objectifs et les modalités d'action avec l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations. ■

Tenir le pari...

En relation avec ces campagnes, le PSU ouvre la discussion auprès de ses militants du secteur Entreprises pour que le projet « d'institut ouvrier » puisse voir le jour. Cet institut auquel le PSU participerait en tant que tel, doit être un centre d'informations et de débats sur les pratiques collectives dans les luttes d'aujourd'hui. Ce projet, dont le PSU avait été saisi par des militants et responsables syndicaux, doit répondre à l'attente de ceux qui luttent sur la base du contrôle ouvrier et dans la perspective de l'autogestion socialiste. A ce propos, le PSU se propose d'organiser, durant le deuxième semestre de 1975, par entreprises et par localités, des assemblées-débats ouvertes, débouchant sur une journée nationale pour le contrôle ouvrier et l'autogestion.

Par ailleurs, le PSU prendra l'initiative d'un certain nombre de débats théoriques aux prolongements pratiques évidents. Deux rencontres sont prévues, l'une sur le problème de l'automobile et des transports en commun, l'autre sur ceux de l'énergie et notamment de l'électro-nucléaire. Enfin, une brochure, qui sera publiée prochainement, fera connaître la position et les éléments de discussion que le PSU entend défendre dans le débat qui s'engage à l'intérieur des organisations syndicales sur les rapports entre les organisations politiques et syndicales. Une commission a été chargée de réfléchir à la préparation du programme de transition, et surtout à sa liaison avec les luttes, tant il est vrai qu'un programme révolutionnaire n'offre d'intérêt que s'il s'incarne dans un contexte concret.

Pour tenir le pari que constituent de telles initiatives et propositions d'action, et afin d'augmenter sa capacité à répondre politiquement à une situation donnée, le PSU doit se renforcer, améliorer ses structures (CNE, organe de presse pour la CNE, statut des permanents). Dans le cadre de l'élargissement du PSU, une commission de travail avec l'AMR a été désignée et mandatée pour faire un rapport à la prochaine session de la DPN Michel Mousel a fait une mise au point sur les propositions de discussion émanant de divers secteurs de l'extrême gauche, (voir ci-dessous l'annexe à la déclaration).

En ces temps où une certaine morosité s'empare des travailleurs et où il faut être unitaire pour trois, la spécificité du rôle du PSU et la nécessité de son intervention ne s'affirment pas par rapport à un simple refus d'adhérer au PS, ou par la sympathie à une vague idée politique ; elle se démontre dans l'action.

Alain Tlemcen ■

Le débat avec l'extrême-gauche

Depuis le congrès d'Amiens, le PSU se voit saisi d'un certain nombre de propositions de discussion en provenance de divers secteurs de l'extrême-gauche.

Ces demandes traduisent les difficultés actuelles de l'extrême-gauche, et les interrogations qui s'y manifestent. De nombreux militants révolutionnaires se tournent vers notre parti et attendent qu'il fournisse des réponses politiques à la situation, et le moyen de sortir des impasses gauchistes et de la sclérose groupusculaire. Certaines organisations tentent également de se rapprocher du PSU. C'est le cas de la LCR, dont le récent congrès a été marqué par une réflexion critique — et autocritique... — sur les analyses et la pratique passées du mouvement révolutionnaire, et qui semble vouloir entamer avec le PSU un débat ouvrant la perspective d'un regroupement organique.

L'ensemble de ces faits nous amène à donner les précisions suivantes.

1°) Il ne peut être question d'envisager des discussions qui se fixent d'avance des objectifs organisationnels.

Les organisations telles qu'elles existent ne sont pas le fruit d'un hasard historique. De nature différente selon les organisations, des divergences importantes nous opposent à elles sur :

- la transition du socialisme et l'autogestion ;
- la nature du parti.
- la conception du rapport entre le parti et les travailleurs ;
- l'internationalisme.

C'est précisément parce que, sur ces problèmes essentiels, un accord s'est manifesté avec les CIC pour l'AMR, que des perspectives organisationnelles ont pu être envisagées. Aucune discussion ne peut être conçue en faisant l'impasse sur ces problèmes, en ne recherchant que les convergences et en camouflant les divergences.

2°) Le PSU n'entend pas s'engager dans l'institution-

nalisation d'une série de dialogues bilatéraux. Ceci conduirait en particulier à privilégier dans le courant révolutionnaire, les groupes existants, alors qu'un problème beaucoup plus vaste est posé par tous les militants non alignés sur le réformisme mais qui récusent les formes et les pratiques des organisations révolutionnaires.

Tout en poursuivant ses relations avec les organisations, le PSU est prêt à débattre de ses propositions avec tous les militants qui se sentent concernés par elles.

a) sur les initiatives concrètes de la campagne contre le plan d'austérité ;

b) sur les exigences d'une politique révolutionnaire dans la période et notamment sur l'unité populaire et les objectifs de transition ;

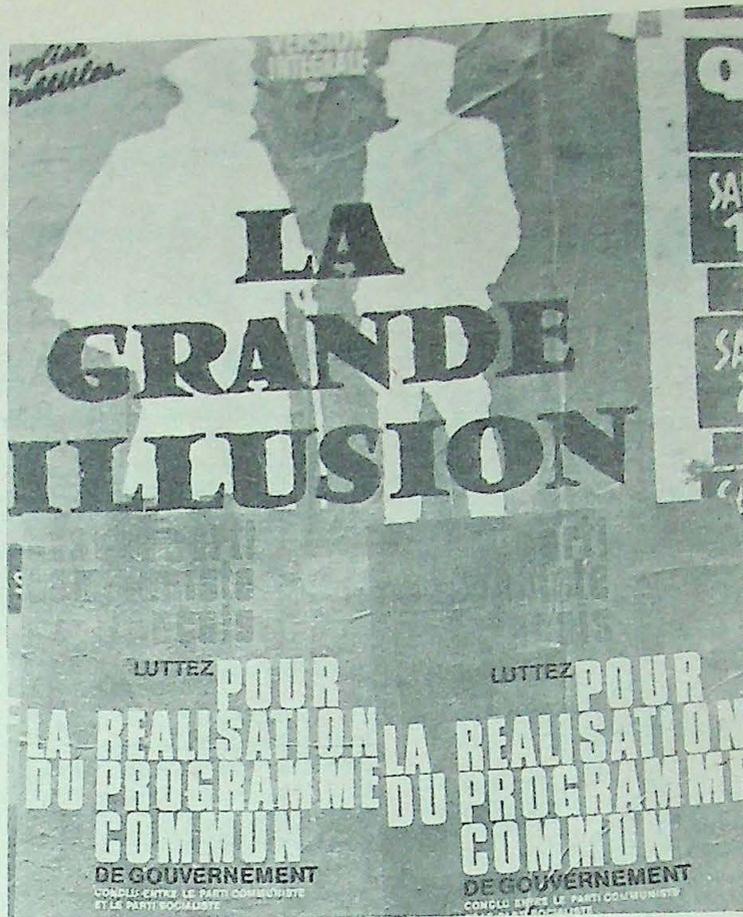
c) sur les formes souples de rassemblement autour de la stratégie du contrôle et de l'autogestion.

Annexe à la déclaration pour l'unité ■

Chaque jour un nouveau coup de pioche est donné dans l'édifice, laborieusement construit, de l'union de la gauche. François Mitterrand, jusqu'ici épargné, n'échappe plus à la critique du PCF. Des conflits surgissent entre élus socialistes et communistes dans de nombreuses municipalités. Georges Marchais, dans une conférence prononcée devant l'école centrale du parti communiste français, déclare que la position actuelle du parti socialiste conduit à se demander s'il n'entend pas s'en tenir au comportement des partis sociaux démocrates qui se sont contentés de gérer les affaires du capitalisme dans les pays qu'ils ont dirigés ou dirigent encore.

l'ombre des élections

C'est le fond du problème. Mais l'interrogation de Georges Marchais en appelle une autre. La position du parti socialiste n'a pas changé depuis la signature du programme commun. Quelle valeur convenait-il donc d'accorder à cette signature ? S'est-on fait alors des illusions sur la nature du parti socialiste ? Ce n'est pas vraisemblable de la part d'un parti qui a derrière lui l'expérience d'un demi-siècle de rapports avec la social-démocratie. La venue de Michel Rocard et de quelques autres suffit-elle à changer l'or pur en un plomb vil ? Ce n'est guère sérieux. Force est de constater que l'union avait été réalisée sur des bases fragiles. C'est la conclusion à laquelle est arrivé le parti communiste qui s'emploie, selon son expression, à « élever la qualité de l'union ». François Mitterrand fait le dos rond et paraît bien décidé, comme le montre sa dernière déclaration à la télévision, à ne pas engager



la polémique PC. PS. : pourquoi ?

Comment, aux yeux des communistes, l'or pur du parti socialiste d'antan a-t-il pu se transformer en plomb vil ?

la discussion sur le fond. D'une certaine façon, la polémique le sert auprès d'un électorat que ne rassurait pas l'apparente symbiose entre communistes et socialistes. Il garde les yeux

fixés sur son objectif : devenir le parti de gauche le plus important, dépasser largement le pourcentage électoral du parti communiste.

Mais pour comprendre tout l'enjeu du conflit interne à l'union de la gauche, il faut le replacer dans le cadre de la crise et de la politique générale du pouvoir. Celui-ci a mis en œuvre un plan de restructuration et d'austérité dont l'application ne s'est pas heurtée jusqu'à présent à une résistance très importante. Mais l'avenir immédiat est incertain, le chômage prend des proportions inquiétantes. Pour la réussite ou l'échec du plan et, en définitive, pour le sauvetage ou l'effondrement du régime, les prochaines années seront décisives.

Or les assises sociales et politiques du pouvoir sont tout à fait insuffisantes pour faire face aux dangers qui le menacent. Le gaullisme a introduit dans le système politique français une bipolarisation dont la bourgeoisie a tiré avantage pendant une longue période. Et voici que cette bipolarisation risque de se retourner contre elle. L'objectif est maintenant de la briser et Giscard l'avait bien compris qui, dès sa campagne présidentielle, déclarait « la France veut être gouvernée au centre ». Le centre comme pivot du pouvoir est, en effet, pour la

classe dirigeante, la position la plus confortable. Elle permet, selon les conditions et les rapports de force, de réaliser une alternance peu coûteuse entre centre-droite et centre-gauche, laissant à l'écart les « extrêmes ».

L'idée prend corps avec le projet d'introduire la proportionnelle, d'abord pour les élections municipales, puis pour les législatives. Il s'agit, plus exactement, de trouver une combinaison entre système majoritaire et système proportionnel, de façon à rallier au projet une UDR encore réticente. Poniatowski y travaille d'arrache-pied, aidé par des personnalités gaullistes de l'entourage de Chirac.

La grande question, pour la réussite d'une telle opération, est d'obtenir, sinon l'accord des socialistes, du moins leur neutralité. La mécanique électorale fera le reste. Un parti socialiste majoritaire dans la gauche sans devoir ses élus aux suffrages communistes décidera souverainement du jeu politique.

double objectif

On comprend mieux alors le sens de la pression qu'exerce le parti communiste. Il poursuit un double objectif : conserver la première place dans l'électorat de gauche et, pour cela, apparaître comme le meilleur, sinon le seul, défenseur du programme commun ; obtenir que, même en cas d'élections à la proportionnelle, le parti socialiste reste lié par ses engagements. C'est pourquoi le PCF insiste maintenant que l'on passe des paroles aux actes.

Ces préoccupations s'inscrivent dans une stratégie qui reste essentiellement marquée par les perspectives électorales et dont l'instrument demeure un programme de construction, non pas du socialisme, mais d'un capitalisme d'Etat. Mais elles conduisent à une utile clarification sur le rôle de la social-démocratie, après les confusions prodiguées dans la période antérieure.

Le conflit actuel entre les deux principaux partis de gauche peut également faire progresser la réflexion sur les conditions d'une véritable unité. Pour la masse des travailleurs qui subissent les conséquences de la politique gouvernementale, le problème n'est pas de savoir si l'on est ou non fidèle au programme commun, mais si les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière sont décidées à engager la lutte contre le plan d'austérité. Car seuls le développement et le succès de cette lutte détermineront les conditions d'un combat politique favorable à la classe ouvrière.

Victor Leduc ■

Les temps sont durs, côté finances pour les journaux, du fait notamment des augmentations considérables du prix du papier. TS n'échappe pas à la règle. Et, comme vous vous en doutez peut-être, nous n'avons pas de gros banquiers à gros cigares pour nous aider...

C'est dire combien l'existence même de ce journal dépend de la fidélité de ses lecteurs — et du volume des abonnements (dont nous avons dû augmenter, légèrement, les tarifs : voir ci-dessous).

BULLETIN D'ABONNEMENT

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
CCP PARIS 5.826.65

la crise selon Michel Rocard

les nouveaux guérisseurs

Les analyses relatives à la crise se multiplient. A défaut d'en expliquer les causes fondamentales, elles permettent de mieux cerner les divergences qui alimentent la polémique désormais chronique entre le parti communiste et le parti socialiste.

Cependant, rarement la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et de toutes les couches sociales frappées par la crise n'a été autant évidente et urgente pour casser la politique d'austérité que le gouvernement et le patronat s'efforcent d'imposer aux travailleurs de notre pays afin, notamment, de permettre la relance de l'accumulation du capital sur des bases nouvelles.

De toute manière, cette unité n'est possible que sur des bases claires et des choix dénués d'ambiguïté.

Parallèlement à l'analyse de la crise il convient de revenir sur l'examen du livre récemment publié par les derniers conseillers et plumitifs de Michel Rocard : « Propositions pour sortir de la crise » (Editions du Cerf, collection delta).

Rédigé par des spécialistes du « financement et de l'organisation des entreprises, de techniciens du Plan, du budget et d'universitaires », cet ouvrage (1) veut apporter des idées nouvelles en ce qui concerne les questions de l'énergie, de la planification, du budget, du crédit, de la fiscalité et du téléphone.

Plutôt que de disséquer les mécanismes de la crise dont Rocard précise qu'« il est inutile de rappeler le diagnostic », il s'agit pour les auteurs de contribuer « au renforcement de la crédibilité économique de la gauche » et de « faire des propositions sur un terrain où la critique de la droite s'exerce fréquemment : celui des moyens de l'action économique ».

Malgré ces précautions de style, il paraît d'autant plus difficile de gommer l'analyse sous-jacente à la logique de ces propositions que, comme le constate avec une candeur renversante le conseiller préposé aux réformes téléphoniques : « la gauche a souvent intériorisé sans même parfois s'en rendre compte les raisonnements de la droite » (sic page 113 - souligné par nous). L'auteur de cette tirade (il mérite au surplus une mention particulière pour sa découverte fondamentale du rôle que devra jouer le téléphone dans la transformation des rapports sociaux) ne pouvait mieux traduire la démarche intrinsèque de l'ouvrage.

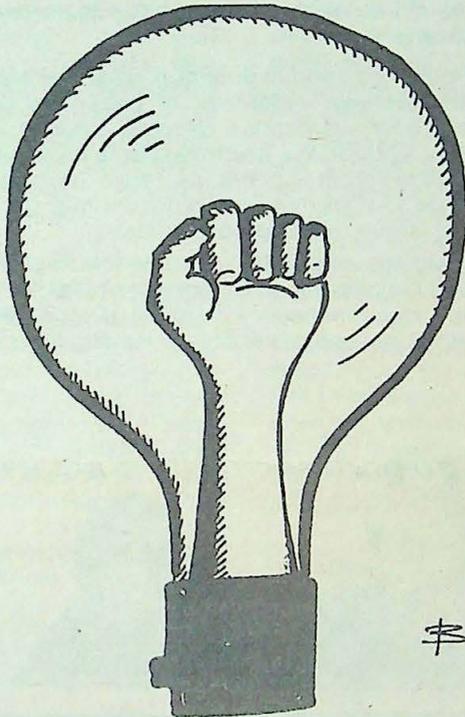
déséquilibre

« Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire de faire appel à de savants calculs pour constater que l'économie capitaliste vit une crise sévère, c'est-à-dire une situation de déséquilibre ». (M. Rocard, page 7 - souligné par nous). En d'autres termes, la machine économique est grippée ; il convient de trouver des solutions de nature à stopper ce dysfonctionnement, et rétablir l'équilibre.

A cet égard, l'analyse exhaustive des propositions concrètes de Rocard importe moins

que la mise en évidence de l'enjeu masqué par la problématique qu'il essaie d'imposer. Qu'il s'agisse des problèmes énergétiques, du déficit extérieur ou de l'inflation, le refrain est similaire : il se résume à un postulat et à deux déductions stratégiques complémentaires.

Le postulat d'abord : le gouvernement n'a pas de politique. La bourgeoisie est parfaitement incapable de résoudre la crise et notamment de freiner l'inflation et la montée du chômage. Elle en est incapable parce que « les intérêts politiques qui soutiennent le pouvoir s'y opposent » (page 8).



Les déductions ensuite : 1 — Seule la gauche, qui elle a la confiance des travailleurs, peut mettre en œuvre des réformes propres à « réduire les inégalités », à réorienter la croissance et le développement économique, en un mot conduire à l'autogestion (sans autre précision).

2 — Pour ce faire, la gauche doit retrouver une crédibilité économique et, comme le dit excellemment G. Mathieu (Le Monde du 17 décembre 1974), relever le défi que lui lance périodiquement la droite sous la forme du « que feriez-vous à notre place ? ».

Cette nouvelle crédibilité de la gauche, crédibilité dont le terrain est exclusivement celui de la droite, passe par un constat qui serait dérisoire si, précédemment, il n'alimentait le puits sans fond ni fin des illusions réformistes qui toujours ont contribué à la survie du capitalisme puis à l'élargissement de sa sphère d'influence.

des propositions effarantes...

Par ailleurs, si certains développements tel que celui relatif à la planification ne donnent pas matière à critique radicale, les conceptions énergétiques, budgétaires et surtout téléphoniques des auteurs sont effarantes.

L'EDF ne pouvait rêver meilleur exposé de ses propres conceptions. Quant au budget, à

ses méthodes d'élaboration et de contrôle, par delà le constat dérisoire de l'ébranlement des sacro-saints principes de l'annualité, l'universalité, l'unité et l'équilibre budgétaire, il paraît douteux que « la refonte totale du droit budgétaire français » soit une priorité des priorités à défaut d'être inévitable ou indispensable. Enfin, l'autogestion par le téléphone est un argument dont l'audace est surprenante et l'inconséquence difficilement compréhensible.

En tout état de cause et en admettant que M. Rocard ait été abusé par ses conseillers aux affaires téléphonique et énergétique comme il le laisse présentement entendre, il resterait à lui suggérer de mieux relire les papiers qu'il couvre de son image d'économiste averti et à expliquer en quoi leurs propositions « courageuses » sont véritablement nouvelles et adaptées à la situation politique actuelle.

Par exemple, le fait de proposer de nouvelles formes de coopération avec certains pays sous-développés à régime progressiste tels que l'Irak ou l'Algérie « qui ont besoin de s'équiper avec leurs revenus pétroliers » ne comporte pas en soi matière à critique. Cependant, en quoi ce type de propositions se démarque-t-il de la politique actuellement menée avec certain succès par Chirac et Poniowski transformés en commis voyageurs du CNPF ? N'est-ce pas contribuer à regonfler d'oxygène le ballon à la dérive du capitalisme français ?

La question qui pour le parti reste posée n'est même pas esquissée par Rocard ni celle, non moins fondamentale, de la nouvelle division internationale des tâches que la bourgeoisie s'efforce d'imposer pour offrir aux monopoles de nouvelles et fructueuses sources d'accumulation.

... et dangereuses

A cet égard, Jacques Attali, qui passe pour un des conseillers les plus écoutés de François Mitterrand a froidement, mais clairement, annoncé la couleur en inventant le concept « d'a-crise » : il propose notamment que la gauche au pouvoir choisisse pour la France une spécialisation industrielle et que l'Etat soutienne activement les multinationales nationales qu'il conviendrait de développer après un « débat-clair » et « tranché politiquement ».

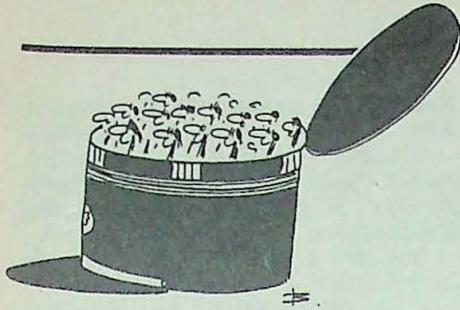
La clarté, le souci de réalisme et de modernité sont des qualités également partagées par les ténors de la nouvelle meute des économistes socialistes. Le problème, — et il constitue un des enjeux politiques les plus importants à l'heure actuelle — est que ces propositions, qui ne visent qu'à réformer les instruments de la politique gouvernementale, sont loin d'être inassimilables par une fraction importante de la bourgeoisie avancée.

Elles sont d'autant plus dangereuses qu'elles contribuent à renforcer l'espoir de la droite de diviser le front des travailleurs face à la crise.

En effet, le risque de solutions de centre-gauche n'est pas une simple vue de l'esprit. Il est d'une actualité menaçante. La droite ne peut réussir que si elle parvient à récupérer une partie des couches sociales qui, pour l'instant, restent accrochées aux options du programme commun. La modernité en soi n'a jamais résolu la question de la transformation des rapports sociaux et de production. Giscard le démontre tous les jours un peu plus, n'en déplaise à Michel Rocard.

Gilbert Estève ■

(1) Signalons par ailleurs, à propos du livre « Propositions pour sortir de la crise » que le Bureau national a engagé une action juridique, pour permettre une véritable dénonciation publique des conditions dans lesquelles s'est effectuée une telle publication.



Une armée heureuse ?

Actuellement, le grand « gagnant » du procès de Marseille, pour les journaux du moins, c'est Charles Hernu : témoin modèle puisque prenant en compte le « malaise au sein de l'armée », il est prêt, et le PS avec lui, à faire des propositions de « réformes », avec une nouvelle mouture de la participation : après l'université, l'armée...

Est-ce pour tenter de reprendre l'initiative que Soufflet contre-attaque ? De malaise, point question. Il aurait même rencontré des capitaines heureux... !

En somme l'armée ne serait plus le champ clos où s'affrontent extrême-gauche et réaction. C'est toute la gauche (syndicats et partis) qui est intervenue au procès de Draguignan ; et côté pouvoir, ce n'est pas le « noyau dur » qui a eu le dernier mot : pouvoir politique et militaire ont su, au Tribunal permanent des forces armées de Marseille du moins, composer : condamnation moins dure que pour Fournel ; paternalisme à l'égard de l'Antillais Taurus : il a droit à la relaxe ; mais pour ceux qu'on n'a pas renoncé à présenter comme des meneurs, « les plus intelligents » pour reprendre les termes du procureur, la peine est subtilement dosée : permettant leur libération rapide, elle sanctionne cependant leur action : 4 mois fermes de prison, et la menace — pour les cinq années à venir — que représentent les 8 mois avec sursis.

Un tel verdict met en relief plusieurs points importants :

- il rappelle que les Tribunaux permanents des forces armées, en tant que juridiction d'exception — dont il faut obtenir la disparition — expriment directement, sans aucune médiation, les décisions du pouvoir ;
- il manifeste les oppositions existant entre militaires ;
- il fait apparaître plus nettement encore la lourdeur de la peine frappant Fournel qui, lui, est encore en prison.
- il montre aux soldats que le rapport de forces est aujourd'hui favorable à leurs revendications.

L'exigence, rendue publique, d'exercer les droits civiques, syndicaux et politiques et d'être reconnus comme citoyens à part entière, la « publicité » accordée par la presse à une plate-forme qui est, de façon globale, celle de l'Appel des Cent n'ont pu que renforcer la détermination des soldats.

Quant au « noyau dur », il a une fois de plus prouvé l'imbécillité de sa répression : voulant frapper des « meneurs », il assure une tribune publique aux appelés et à ceux des soldats qui

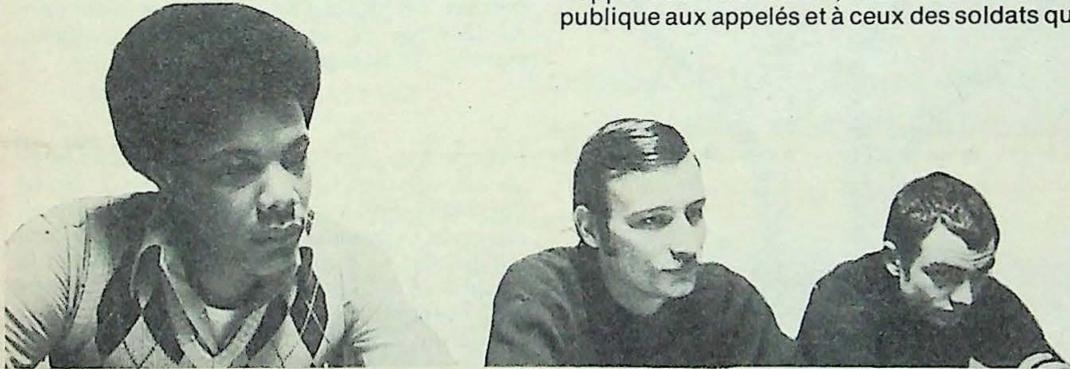
se reconnaissent dans leur mouvement. Le rapport de forces est maintenant une réalité : les 300 appelés qui ont manifesté à Karlsruhe le 13 ne s'y sont pas trompés. Leur défilé dans les rues a duré plus d'une heure. Et Massu aura sans doute bien du mal à convaincre les auditeurs de **France-Inter** ou **d'Europe 1** qu'il s'agit d'une vaste conspiration montée par quelques dangereux « meneurs » : les mots d'ordre de la manifestation étaient en effet : davantage de permissions, et tarifs moins élevés pour les militaires dans les trains... Autre donnée essentielle : cette manifestation a été précédée d'une assemblée générale dans les enceintes militaires, ce qui prouve la maturité et l'ampleur du mouvement au sein des casernes.

De telles actions - assemblées générales, élaboration collective des revendications correspondant au vécu quotidien, et manifestation ne rappellent-elles pas celles des travailleurs affrontés au patronat et luttant, comme à Citroën par exemple, pour imposer le droit syndical ?

Au-delà de ces revendications immédiates, il y a la réalité politique de l'armée. Celle que notre camarade Bernard Rémy — actuellement emprisonné à Gradignan (1) — s'est acharné à analyser et à diffuser : en tant que « déserteur public », puis amnistié par l'élection présidentielle, il a eu le courage de proclamer au sein même de l'armée ses analyses de l'institution militaire : « **Non, l'armée n'est pas coupée de la nation : elle tend au contraire à centraliser tous les aspects de la répression anti-populaire au pouvoir de la bourgeoisie** ».

Pour nous, bien loin qu'il y ait contradiction entre revendications pour « les libertés démocratiques » et contestation radicale de l'armée, l'exigence des premières est l'expression actuelle de la seconde. Soyons sûrs en tout cas que ces libertés ne seront pas octroyées, mais qu'il faudra les arracher pied à pied, par des luttes internes et externes à l'institution militaire. ■

(1) on peut lui écrire, c'est même recommandé : n° d'écrou 887 — Maison d'Arrêt de Bordeaux — 17, rue du Chouiney — 33170 - GRADIGNAN



La Comtesse veut chausser les sabots...

A 54 ans, Madame de la Cropte de Chanterac, maire de Monsireigne, veut expérimenter la profession d'agricultrice. Elle a donc envoyé congé à ses fermiers, Pierre et Louissette Gaborit, « pour exploiter personnellement » la ferme de la Chauvinière. L'affaire passant devant le tribunal le 10 janvier, 300 paysans ont manifesté à l'appel du mouvement Paysans-travailleurs dans les rues de Fontenay-le-Comte et à l'audience pour refuser ce licenciement.

Selon la loi, un propriétaire qui désire exercer son droit de reprise doit « participer sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente ». Or Madame de Chanterac, comme au bon vieux temps (!), vit les trois quarts de l'année à Versailles pour suivre l'éducation de ses enfants. Elle n'a jamais été agricultrice, n'a aucune connaissance agricole.

Si Pierre et Louissette Gaborit

avaient toujours obéi à Madame la Comtesse, pensé comme elle, ils ne seraient pas aujourd'hui menacés de licenciement. Les Gaborit sont en effet des militants syndicaux, membres du mouvement Paysans-travailleurs. Pierre, ancien président du syndicat local FDSEA, a dû s'affronter à son « maire-propriétaire » pour que soient effectués des travaux de remembrement. M. de Chanterac a été jusqu'à prendre son fusil chargé de chevrotines pour stopper les bulldozers.

En 1950, le père de Mme de Chanterac avait déjà chassé les métayers de l'époque pour confier la ferme à son gendre, M. de Chanterac, qui l'a exploitée pendant 7 ans et demi (même pas un bail) avant de la laisser en friche. Il cultive par ailleurs une ferme de 28 ha. Si le tribunal validait le congé des Gaborit, M. et Mme de Chanterac seraient soumis à la législation des cumuls. En Vendée, on ne peut exploiter plus de 60

ha sans autorisation de la commission préfectorale.

L'affaire Gaborit illustre, une fois encore, le conflit entre le droit de propriété (Code Civil) — à la base de notre système social — et le droit du travail.

Dans notre système économique, la terre est une marchandise qui se vend, s'achète, et dont le prix se multiplie par 10 ou par 10 000 selon l'usage qui en est fait : agriculture, habitat, autoroute... Pourtant elle n'est que le support d'une activité, qu'elle soit agricole, industrielle ou de loisir. C'est seulement le travail de l'homme qui lui donne sa destination, une « valeur ».

Les paysans ont obtenu en 1946 le statut du fermage. Il reconnaît que leur droit au travail peut primer le droit du propriétaire. Ce statut a été une réforme importante, mais limitée dans la mesure où il n'est qu'aménagement d'un système basé sur le droit de propriété « sa-

cré et absolu ». Dans la réalité, en effet, qu'en est-il depuis bientôt 30 ans ? Insécurité permanente, inquiétude quand arrive la fin du bail, propriétaires qui refusent d'améliorer les bâtiments... et nombre de paysans sont licenciés au fil des ans. Le statut est grignoté progressivement.

Aussi lutter jusqu'au bout — quelle que soit la décision de justice — pour maintenir les Gaborit sur leur ferme — c'est lutter pour le droit au travail de tous les fermiers et métayers. Dans des situations identiques à la leur, des propriétaires ont eu gain de cause ! La « justice » pourrait autoriser de Chanterac à bénéficier du travail effectué depuis 18 ans par Gaborit qui a dû défricher la ferme. Et c'est la même justice qui accuse de « vol et recel » les paysans de l'Ouest qui revendiquent un salaire aux firmes capitalistes.

Frédéric Robin ■

Maternelles :

L'élevage en serre



Madame Lesur se penche sur les maternelles... pour (bien sûr !) assurer l'égalité des chances, la qualité de la pédagogie, l'adaptation de l'école aux besoins de chacun. Et, une fois de plus, on reparle de la campagne : là aussi, il faut implanter des écoles (en fait, on en ferme de plus en plus !).

Une sélection de plus en plus précoce

Le cycle binaire présidant à l'ensemble de la réforme scolaire (magie du chiffre 2, simplicité des comptes... ?), on partage les maternelles en deux temps :

- de 2 à 4 ans : l'âge de la bienheureuse insouciance,
- de 4 ans à 6 ans : le début des « apprentissages fondamentaux » : lire, écrire, compter.

Mais comme on respectera les possibilités de chaque enfant, seuls « les éléments les plus avancés des classes maternelles » — pour reprendre les termes du *Quotidien de Paris* — pourront s'initier à la lecture etc... dès l'âge de 4 ans. Et les plus « doués » (?) pourront entrer à l'école primaire dès 5 ans, les plus « lents » (?), eux, pourront n'y entrer qu'à 7 ans. On distinguera encore plus nettement qu'à l'heure actuelle le bon grain de l'ivraie. Le tout, bien sûr, au nom de l'égalité des chances.

Dans le même temps, pour aider les mères de famille qui travaillent (ne vaudrait-il pas mieux modifier les structures sociales et l'organisation de la société et du travail ?), on ouvrira les maternelles de 7 heures du matin à 20 heures : des aides-éducatrices seraient sans doute chargées de la garderie. Bienheureux enfants qui pourront, eux, jouir de l'école et de ses riants locaux 13 heures par jour.

Dernière proposition : elle concerne le rôle des aides-éducatrices. Le temps scolaire se déroulerait en périodes de loisirs et de repos qui leurs seraient confiées, coupées de courtes périodes pédagogiques (10 minutes peut-être par groupe de 10, 12 enfants) confiées aux institutrices maternelles.

Petite enfance et capitalisme

Enfin, accompagnant ces différentes mesures, des émissions de télévision se chargeraient de la formation psychologique des mères (les enfants sont l'affaire des femmes, tout le monde sait ça) dans

l'après-midi : une mère de famille ne travaille pas...

On peut voir plusieurs motivations à cette réforme :

- **une rentabilisation renforcée** : loin de diminuer les effectifs des classes (le dédoublement n'est prévu qu'à partir de 50 enfants), on utilise les services des institutrices de façon plus rentable. On leur confiera plusieurs classes sans doute (elles se plaignent déjà d'avoir beaucoup de difficultés à connaître tous leurs « enfants »), et on développe l'emploi d'un personnel sous-qualifié, et par là même sous-payé : ne faut-il pas y voir la volonté de développer l'auxiliaire ?

- **la volonté d'opérer, plus tôt et plus systématiquement qu'actuellement, une sélection scolaire** liée au clivage des classes sociales avec la mise en place précoce du forcing scolaire. On va augmenter le nombre des échecs scolaires dûs, la plupart du temps, à la précocité et à la vitesse des apprentissages de la lecture : 20 à 25 % d'enfants redoublent le CP. Un nombre important d'enfants terminent le cycle primaire sans savoir lire correctement : on anticipe sur les apprentissages de l'école primaire, en éliminant le rôle spécifique de l'école maternelle.

- **le refus de prendre en compte les enjeux réels de l'école maternelle** : acquisition par l'enfant de structures essentielles, spatialisation, socialisation, structures linguistiques fondamentales, pratique de la langue orale, dessins, jeux, danses, etc... l'amenant à connaître et maîtriser son corps, et son « monde ». Il s'agit en fait de l'apprentissage de l'autonomie. Le GEDREM (voir encadré) le formule ainsi : il s'agit « d'aider les jeunes enfants à devenir autonomes ; autonomes dans les gestes de la vie quotidienne : se laver, manger, s'habiller ; autonomes dans leurs rapports avec les adultes et les autres enfants : parler couramment, clairement, formuler ce qu'il a à dire ; autonomes dans les rapports avec les objets : manipuler, ranger, classer ». L'autre fonction spécifique de l'école maternelle auprès des enfants de 2 à 6 ans est de les « préparer physiquement, affectivement et intellectuellement aux apprentissages de l'école primaire ».

Voudrait-on au contraire le plus tôt possible, dès 4 ans, — alors qu'on s'accorde à reconnaître une unité d'acquisition de l'enfant dans ses 7 premières années — séparer en deux catégories les enfants ? La première serait formée de petits

singes savants surgavés par leur milieu social, de vrais « petits hommes » ; la deuxième, de malheureux singes n'ayant appris qu'une chose : ils ne font pas partie de la première catégorie.

Dès la présentation de ce projet, d'importantes prises de position se sont affirmées. Pour la CFDT, comme pour la CGT, on veut « instaurer une sélection des enfants à partir de 4 ans ». Le SGEN juge « réactionnaire de faire une distinction artificielle entre les moments où l'on s'éduque et ceux où l'on joue ». Le SNI, lui, veut constituer un « front uni » pour la défense de l'école maternelle (cf. *Le Monde* du 18 décembre) en remettant l'accent sur la nécessité de « l'allègement des effectifs ».

Quant au GEDREM, il a pris position très tôt sur ce projet, rappelant l'essentiel de ses positions depuis sa création, et affirmé sa crainte devant le « risque d'accroissement des disparités ». Les

institutrices seront amenées à s'occuper bien plus des « enfants les plus avancés » (les enfants de la bourgeoisie). « En ce sens, la réforme du pré-élémentaire et la réforme d'ensemble de la scolarité s'éclaircissent réciproquement. On pourra s'offrir le luxe de supprimer les filières du 1er cycle du 2ème degré, si on les installe aux deux bouts de la chaîne ».

Dès octobre, le GEDREM invitait ses adhérents à organiser des débats « partout où il est possible de toucher les gens concernés, et particulièrement les travailleurs et les travailleuses », et annonçait qu'il soutiendrait « toutes les manifestations organisées sur ce sujet par d'autres organisations, et qu'éventuellement, il y participerait ».

L'ensemble des militants et sympathisants du PSU, mais aussi l'ensemble de la classe ouvrière, se doit de lutter contre un tel projet. Organisons l'information, et la riposte !

Geneviève PETIOT

Le Gedrem

Groupe d'Etude pour la Défense et la Rénovation de l'Ecole Maternelle, 94, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris. Paris-publication « Petite Enfance » — adhésion 40 F.

A peu près toutes les organisations progressistes sont représentées à son conseil d'administration. Le groupe s'est constitué au moment de la circulaire Guichard qui visait déjà à distinguer l'aspect « éducatif » de toutes les autres activités, et à développer le côté « garderie » au détriment du côté « éducation ». Il a animé débats, colloques, groupes de quartier, expositions, et soutenu le projet de centres de la première enfance de Mme Lenoble Prédine.

A lire

Le numéro d'août-septembre de la revue *Politique Aujourd'hui* était entièrement consacré à un important dossier sur l'école maternelle. Actuellement épuisé, il ne sera tiré à nouveau — ce qui est très souhaitable compte tenu de sa qualité — que si un nombre suffisant de camarades écrivent à la revue pour exprimer leur intérêt (1).

Les textes présentés dans le numéro abordent les problèmes de l'école maternelle sous un éclairage qui les débarrasse de la niaiserie et du sentimentalisme habituellement de mise. Il est plus que jamais nécessaire, au moment où on veut démanteler l'école maternelle, de lutter contre l'idée que ce qui se passe avant l'école élémentaire, dans les institutions de santé ou d'éducation destinées aux jeunes enfants, échappe aux déterminismes sociaux caractéristiques de notre société et aux luttes de notre époque. Le dossier présenté par *Politique Aujourd'hui* montre à l'évidence le rôle que joue à sa façon l'éducation pré-élémentaire dans la reproduction des rapports sociaux. Il souligne comment les phénomènes observés à ce niveau préfigurent ceux qu'on observe dans les institutions scolaires destinées aux enfants plus âgés. Il amorce la réflexion indispensable sur les moyens de lutte et les difficultés rencontrées par les enseignants dans leur pratique au sein de l'école. Enfin il se termine, et ce n'est pas la partie la moins intéressante, sur une critique très serrée des idées à la mode qui tentent, sur la base d'apriori contestables et mystifiants, de présenter les enfants des prolétaires comme des « handicapés » qui seraient moins intelligents et moins bien développés, sur le plan du langage notamment, que les enfants des bourgeois.

(1) « L'Ecole Maternelle en question », *Politique Aujourd'hui*, 8-9 / 1974 - 14-16 rue des Petits-Hôtels - 75010 Paris. Le numéro : 13 F.

L'AFFRO

C'est au cours des années soixante qu'ont mûri les conditions de la crise du système capitaliste mondial. Les premières manifestations, en particulier sous forme de crises monétaires, cachaient plus qu'elles ne révélaient les véritables enjeux.

A partir de 1965, face aux luttes anti-impérialistes et aux résistances des travailleurs des métropoles impérialistes, le capital tente un nouvel effort de restructuration sur la base du développement de l'internationalisation de la production.

La concurrence très vive qui se confirme alors crée peu à peu les conditions d'une crise financière internationale. L'accumulation est en effet financée grâce à une inflation de plus en plus vive et de plus en plus générale et l'endettement prend peu à peu des proportions énormes.

A travers cette phase, une nouvelle offensive du capital se prépare, sous l'impulsion de l'impérialisme américain. Elle vise à travers les conflits inter-impérialistes à entraîner un affrontement direct avec les classes ouvrières et les peuples. La récession et le chômage sont l'expression de cette nouvelle voie.

La nouvelle division du travail que le capital américain impose au plan international a des conséquences contradictoires sur l'équilibre intérieur et extérieur de l'économie américaine. En effet, le capital tend à se concentrer sur les productions qui commandent l'ensemble de la production capitaliste : extraction et commercialisation des matières premières notamment, grands produits intermédiaires (soja, chimie organique, sidérurgie...), biens d'équipement, activités de service (engineering, organisation, banque...). D'autre part les conditions de rentabilité qui existent en Europe et au Japon pour certaines branches industrielles (en particulier de consommation) vont tendre à dévaloriser les conditions de production au USA. Les progrès de productivité vont alors nettement se ralentir.

Ceci crée d'abord un déséquilibre progressif de l'industrie américaine sur le plan intérieur qui va s'accroître tout au long des années 60. Mais ceci entraîne une chute irrésistible, à partir de 1964, de la balance commerciale des « produits industriels de technique courante ». En 1971, la balance commerciale deviendra globalement déficitaire.

Les capitalistes américains vont tenter de réagir à cette dégradation sur le plan intérieur par une nouvelle intensification de l'exploitation dans les branches où les conditions de travail étaient restées relativement traditionnelles (dockers, cheminots...), mais aussi des branches de biens de consommation durables comme l'automobile. Mais cette tentative se heurte à une vive résistance ouvrière. Des grèves importantes et portant directement sur les conditions de travail éclatent dans l'automobile, les aciéries, les

chemins de fer, les ports, l'imprimerie...

Les dépenses d'armement dues à la guerre du Vietnam soutiennent un temps l'activité mais les prix montent à partir de 1965. Au début de 1967, la récession s'installe. Désormais, l'économie américaine n'est capable que de faux départs qui l'enfoncent dans l'une des crises financières les plus importantes de son histoire. De plus, la concurrence des capitalistes européens et japonais contraint le capital américain, pour consolider ses positions, à intensifier son accumulation hors des Etats-Unis. Les investissements directs américains connaissent une vive progression, notamment en direction de l'Europe — plus particulièrement de la CEE —, du Japon et de l'Australie.

Une nouvelle dépendance

Mais surtout, le capital américain s'efforce de remodeler l'industrie des pays dominés pour la soumettre à sa propre division internationale du travail, quitte à demander à la CIA de liquider des gouvernements trop nationalistes et de les remplacer par des dictatures militaires à la solde de Washington comme en Amérique Latine (renversement de Goulart au Brésil en 1964, coup d'Etat en Argentine en 1966...) ou en Grèce (coup d'Etat de 1967).

Les déséquilibres que la pénétration du capital américain fait subir à l'organisation industrielle locale, les transformations qu'elle impose dans les conditions de travail et de vie, bouleversent les rapports sociaux locaux. Les tentatives d'industrialisation nationale qui s'étaient développées principalement en Amérique Latine sont liquidées systématiquement. Un nouveau type de dépendance s'implante, bien plus radical que le précédent. Cette intégration à la division impérialiste du travail est très différente du pillage de la période coloniale. Il s'agit avant tout, pour le capital US (et plus généralement étranger), d'exploiter et d'accroître la force de travail « libre » créée lors de la période antérieure, pour réexporter les marchandises produites.

La production de matières premières minérales et agricoles n'est alors plus qu'une production parmi d'autres (semi-conducteurs, textile, montage de moteurs...), toutes étant destinées au marché mondial, tandis que la production de matières premières se trouve de plus en plus soumise à des rapports de production capitaliste. Au cours de cette période, de fortes inégalités apparaissent entre les économies dépendantes et on peut parler de la naissance de « sous-impérialismes » (Brésil, Iran...).

La contre-offensive

Cependant, la résistance vietnamienne, les luttes anti-impérialistes

dans le monde, les luttes ouvrières en Europe et au Japon (68-69) continuent de peser sur les profits. Sur cette base, le développement des capitaux européens et japonais contrecarre les ambitions du capital américain. En effet, l'intensification de la concurrence internationale relance la restructuration industrielle et pousse à la multiplication des fusions à l'échelle européenne. Sans que cela soit définitivement joué, l'espace européen s'affirme peu à peu par rapport aux espaces nationaux comme lieu dominant de reproduction et de « gestion » de la force de travail. Et l'avenir d'un Etat européen dépend des rapports de force internationaux qui s'imposeront à travers la crise actuelle.

Les capitalistes européens, comme les japonais, cherchent à assoir leur domination à travers le monde. Ceux-ci entendent profiter de l'affaiblissement des positions du capital américain pour récupérer, par la sur-exploitation des peuples dominés, les pertes de profit infligées par les luttes des travailleurs européens et japonais. Le développement des exportations de marchandises et de capitaux européens et japonais permet en effet au capital européen et japonais de réaliser un niveau de profit relativement élevé, malgré l'extension et le durcissement des luttes ouvrières.

L'échec de Nixon

De la première dévaluation du dollar (20 décembre 1971) aux tentatives de négociations du Nixon Round, la nouvelle politique de Nixon ne permet pas de redresser les profits. L'offensive nixonienne se solde, fin 1972, par un déficit sans précédent de la balance commerciale. La seconde dévaluation du dollar (13 février 1973) est une dévaluation de combat...

● La hausse des matières premières et « la crise du pétrole »

La hausse du prix des matières premières est principalement l'expression de la guerre commerciale que le capital américain a déclenchée. Toutefois, il s'agit d'un phénomène contradictoire, dans la mesure où elle a renforcé la position de certaines fractions du capital américain contre d'autres et que, les Etats-Unis étant eux-mêmes gros importateurs de matières premières, la contrainte que cette hausse fait peser sur le dollar pousse dès lors à un retournement des prix des matières premières, même si les groupes intéressés s'efforcent de consolider les positions acquises à cette occasion.

Ce sont les mêmes contradictions entre groupes et Etats capitalistes qui vont dominer les hausses du prix du pétrole brut, largement manipulées par les groupes pétroliers internationaux même si elles sont décidées par les pays producteurs de l'OPEP et si elles entraînent un accroissement important de leurs revenus.

● L'accélération de l'inflation

Condition de la poursuite de l'accumulation face à la résistance des travailleurs, ceci crée des conditions de rentabilité de plus en plus précaires pour les capitaux. L'ensemble des groupes a dû s'adapter aux conséquences financières d'un développement qui se nourrit d'un endettement et d'une inflation toujours accrus. D'où des faillites en chaîne. Les mesures de restriction de crédit que les gouvernements prennent alors, font encore monter les taux d'intérêts, et les entreprises ont plus de mal encore à se procurer des liquidités.

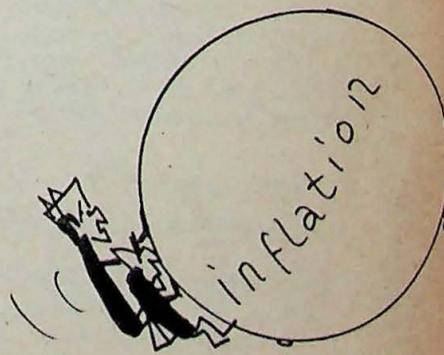


● La récession

Ceci provoque de nouvelles faillites, un nouveau mouvement de restructuration. Il en résulte une croissance lente mais continue du chômage et une diminution de la production aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Japon. La récession se manifeste dès le début de 1974 pour s'approfondir tout au long de l'année.

Depuis le milieu de l'année dernière, la récession s'est annoncée en France, l'extension du chômage est très importante. Patrons et gouvernement prônent l'austérité pour les travailleurs au profit d'une perspective de « redéploiement » extérieur et intérieur de l'industrie.

De « l'impératif industriel » au « redéploiement », y-a-t-il rupture



oire de crise...

ITEMENT

ou (et) continuité ? Quel lien existe-t-il entre la grève des PTT, les luttes contre l'institution militaire et l'effort du capital français pour se placer sur les marchés internationaux ?

Rupture...

Pour les travailleurs, répondre à ces questions c'est avant tout apprécier la maturité et la spécificité de la crise française actuelle. C'est donc rechercher dans quelle pers-



pective globale s'inscrivent aujourd'hui leurs luttes.

Par rapport aux conditions de l'affrontement de classe, quelles sont les caractéristiques particulières de l'époque actuelle par rapport aux périodes de De Gaulle et de Pompidou ? De Gaulle avait pour mission de liquider l'empire colonial et le parlementarisme des notables de la IIIe et de la VIe République pour permettre au capitalisme industriel français de profiter des nouvelles conditions de développement qui s'imposaient alors sur le plan international sous l'égide du capital américain.

Ceci supposait des ruptures politiques considérables sur le plan intérieur. Pour les assurer, de Gaulle avait défini une triple perspective : — d'abord maintenir l'unité nationale ;

- préserver l'indépendance vis-à-vis des USA ;
- rechercher une certaine hégémonie en Europe.

Ainsi le choix d'un développement intégré à la division internationale du travail renvoyait aux alliances et aux luttes de classes sur le plan intérieur et aux rapports avec les bourgeoisies américaines et européennes sur le plan international.

Les conditions ont profondément évolué, mais ces questions sont demeurées permanentes pour la bourgeoisie française depuis 15 ans. Sur le plan intérieur, la bourgeoisie s'est d'abord heurtée à la résistance ouvrière et ceci a représenté une condition principale de ses choix (que l'on songe aux luttes de 1963 et à mai 1968). Pour y remédier et se développer, les capitalistes ont mené constamment une stratégie de division, augmenté la parcellisation du travail, décentralisé les tâches d'exécution non seulement vers les zones rurales mais aussi vers les pays dominés, recouru à un nombre croissant de travailleurs hors statuts (auxiliaires - contractuels - intérimaires).

... ou continuité ?

L'internationalisation de nombreux secteurs industriels français a intensifié ces processus. L'extension des 3 x 8 et de l'automation en sont des exemples caractéristiques. Mais les modifications sont encore plus profondes : elles provoquent des déséquilibres urbains, régionaux, qui modifient les conditions du marché du travail, accentuent les contraintes à la mobilité de la main-d'œuvre et s'inscrivent peu à peu dans l'organisation même de l'espace (ex. Dunkerque).

Mais les luttes des OS ont mis en évidence ces processus de division et de contrainte. A partir de ce point de vue, il est possible de dévoiler l'ensemble des conditions concrètes de l'oppression au travail et de démontrer les pratiques sociales, idéologiques, institutionnelles qui y correspondent.

Les luttes de ces dernières années ont entamé cette critique mais n'ont pu la traduire dans une perspective globale. Cette résistance ouvrière, et les choix de la bourgeoisie en conséquence, ont déterminé une crise permanente au sein de la bourgeoisie et de ses alliés traditionnels sur les plans économiques mais aussi politiques, institutionnels, sur le plan des valeurs, etc...

L'hégémonie du capital financier internationaliste supposait des ruptures profondes et une recomposition des alliances de la bourgeoisie. De Gaulle, Pompidou puis Giscard représentent des étapes complémentaires par rapport à cette question permanente. Sur ces points, le libéralisme de Giscard par rapport au conservatisme de Pompidou représente la recherche d'une nouvelle base d'alliance sur le plan des

valeurs et des institutions. Giscard sait qu'il n'assurera une hégémonie complète du capital que s'il reprend l'initiative sur ce plan. La possibilité de développer de nouveaux moyens de contrôle social et politique vis-à-vis de la classe ouvrière en dépend (école, formation permanente, mode de consommation etc...).

En première ligne

La transformation de l'appareil d'Etat doit être perçue en fonction de cette question capitale. Par exemple le statut des fonctionnaires et la notion de service public représentaient historiquement un certain pacte social entre la bourgeoisie, une petite-bourgeoisie et même une fraction de la classe ouvrière.

Il y a un lien étroit entre la remise en cause de ce pacte et le processus d'internationalisation sur lequel se moule la pratique de l'Etat (rapport Nora). Si la privatisation modifie la pratique économique de l'Etat, elle implique aussi un changement de gestion du personnel même de l'administration. D'où on retrouve la grève des PTT et la question des contractuels. L'administration n'est plus un instrument de promotion sociale pour la petite bourgeoisie et les couches populaires rurales, ni un instrument de contrôle au service des classes moyennes. Elle doit devenir un instrument de soutien du capital dans la division internationale du travail et, en même temps, un instrument d'alliance entre le capital et les classes moyennes supérieures, ce qui implique un remodelage de toute sa structure.

L'objectif est de briser définitivement les mécanismes de contrôle de l'économie et de redistribution au profit des classes moyennes traditionnelles. Il a progressivement été voulu par de Gaulle, Chaban. Giscard a-t-il les moyens de pousser définitivement le processus à la faveur de la crise ?

Une telle évolution serait un élément actif dans la politique de « redéploiement » extérieur et intérieur en permettant de mettre tous les moyens à son service.

La rupture avec le nationalisme gaullien a permis sous Pompidou la constitution de groupes internationaux importants (CGE, PUK, Pont-à-Mousson, St-Gobain etc). Grâce à une pénétration accrue des capitaux étrangers dans de nombreux secteurs industriels français, les moyens ont pu être ainsi concentrés sur ces quelques groupes français, considérés comme les fers de lance de l'impérialisme national dans la concurrence actuelle, par rapport aux USA comme par rapport à la RFA.

Ces groupes se sont développés sous le gaullisme principalement grâce aux marchés publics (CGE - Thomson pour les télécommunications, par ex.) et aux banques nationalisées. A l'heure actuelle, le pouvoir déploie une vaste offensive in-

ternationale pour leur procurer des commandes, et il semble qu'il obtienne un certain succès (Iran, Irak, etc). Ces marchés étrangers supposent, à la fois, des affrontements très vifs entre puissances impérialistes pour les obtenir aux meilleures conditions, mais aussi des formes de coopération pour mener à bien certains projets très importants. Une internationalisation accrue des réseaux financiers s'impose dans ces conditions, ce qui renforce actuellement un groupe comme Paribas.

Une même politique

La fraction dominante de l'impérialisme français pense ainsi s'assurer une place favorable dans les nouvelles redistributions qui s'organisent, aussi bien par rapport aux USA que dans le cadre européen. Guerre commerciale et compromis sont deux faces d'une même politique, d'autant plus nécessaires que les marges de manœuvre sont étroites.

En effet, les demandes portent principalement sur les biens d'équipement (machine-outils, construction électrique, grosse mécanique, produits sidérurgiques), secteur qui exporte relativement peu. Le pouvoir et les patrons espèrent, en fait, assurer tout de suite quelques points forts qui, dans l'immédiat, aident à trouver un début de règlement du déficit extérieur et, surtout, soient les points d'appui d'une profonde reconversion intérieure jusqu'ici impossible.

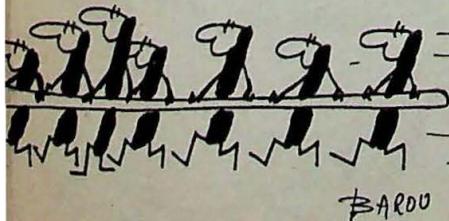
En effet le VIe Plan n'a pas abouti à une réelle reconversion structurelle : dans de nombreux secteurs, il y a encore beaucoup de « canards boiteux ». L'exportation est surtout composée de biens agricoles ou de biens de consommation : les ressources financières se sont orientées vers des secteurs spéculatifs au détriment des secteurs industriels de pointe : les secteurs traditionnels (agriculture, commerce) pèsent encore trop sur les coûts.

La « crise » sera-t-elle l'occasion d'un bouleversement toujours désiré mais toujours en partie retardé ? La politique d'austérité et le « redéploiement » intérieur doivent être analysés dans cette optique.

L'austérité tend à réduire les salaires réels des travailleurs pour accroître les profits dans les secteurs à développer, mais aussi à favoriser la mobilité nécessaire aux reconversions. Celles-ci impliquent de dégager des capacités financières considérables. La résistance des travailleurs à la hausse des prix et les déséquilibres que l'inflation développe conduisent à la recherche d'une pression directe organisée par la récession.

Cet affrontement principalement avec la classe ouvrière implique un nouveau pas en avant dans la transformation de la « société civile » et de l'Etat.

Hugues Fred ■



immigrés



des « résidents privilégiés ? »

Tous les militants qui suivent de près l'évolution de la situation des travailleurs immigrés en France, et plus particulièrement de ceux originaires d'Afrique noire, liront et diffuseront auprès des communautés africaines avec lesquelles ils travaillent le FASTI-DOC portant sur la circulaire Poniatowski du 30 novembre 1974 qui institue pour eux aussi l'obligation des cartes de séjour et de travail.

Le conseil d'Etat a donc préféré annuler plusieurs dispositions de la circulaire Fontanet. Pour les immigrés, il s'agit là d'une première victoire. Est-ce à dire qu'il faille pavoiser ? L'équipe Giscard a déjà annoncé une nouvelle politique de l'immigration. Laquelle ? Les nouvelles dispositions imposant aux Africains francophones une réglementation très stricte à laquelle ils échappaient auparavant, la volonté du gouvernement de prendre en mains toute l'alphabétisation, l'expulsion de 14 grévistes de la faim de Montpellier, augurent mal de l'avenir.

Dans un premier temps, ceux qui sont arrivés après le 1er décembre 1974 sont automatiquement expulsés. L'agence nationale pour l'emploi et l'agence pour le travail et la main-d'œuvre refusent de traiter les dossiers de ceux qui sont arrivés après le 1er juillet 1974 et qui n'auraient droit qu'à une carte de résidence temporaire...

Depuis cette date, les autres ne peuvent plus faire venir leur femme d'Afrique. Ils seront tenus bien sûr d'avoir un contrat de travail qui les liera à leur employeur, un logement fixe...

Les Africains qui auront bien travaillé et seront restés sages pourront, lorsque le délai de validité de ces cartes (3 ans en général, 5 ans pour les Sénégalais) expirera, obtenir leur renouvellement avec la mention : « résident privilégié »... Mais qu'advient-il de ceux qui travaillent depuis plusieurs années en France mais sont actuellement au chômage ou qui, en France depuis seulement quelques mois, n'ont pu travailler que dans des agences d'intérim ?

Pour protester contre de tels agissements, plusieurs organisations d'immigrés appellent à un meeting unitaire à la Mutualité le 27 février.

Ludovic Morel ■

contrôle et alphabétisation

Le pouvoir veut contrôler directement toute l'alphabétisation en France. C'est déjà presque fait dans l'entreprise sous le couvert de la formation permanente avec les moniteurs salariés. Il veut maintenant faire de même dans les foyers avec des moniteurs bénévoles.

Pour développer cette action d'encadrement et de contrôle du contenu de l'alphabétisation des

travailleurs immigrés, le pouvoir augmente les subventions des organismes « dans la ligne ».

Les organisations autonomes de travailleurs immigrés — UGTSTF (Sénégal), CTA (Algérie), UTIT (Tunisie), MODIF (Côte d'Ivoire), « Journal portugais », FETRANI (Africains noirs), Solidarité des travailleurs maliens, Révolution Afrique et le collectif Alpha qui regroupe une centaine de moniteurs d'alphabétisation — ont organisé le 12 janvier à Paris un forum-débat dans le but de réagir contre ces menaces gouvernementales.

Plusieurs centaines de participants ont mis sur pied une plate-forme (1).

Pour elle, toute alphabétisation doit amener les travailleurs immigrés à prendre conscience des raisons profondes de l'immigration, de la lutte des classes. Elle doit être clairement séparée de la formation professionnelle tout en étant faite pendant les heures de travail, sans diminution des salaires. La plate-forme réclame en outre le contrôle des crédits consacrés à l'immigration.

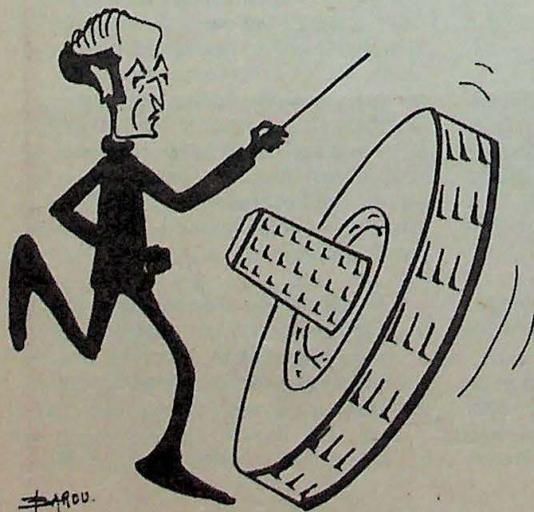
(1) Ecrire collectif d'alphabétisation 12, rue Broca 75005 Paris.

crs contre grève de la faim

A Montpellier 103 immigrés, des ouvriers clandestins sans papiers qui attendent la régularisation de leur situation, font la grève de la faim au temple protestant. Ils demandent notamment une carte de séjour et de travail.

Des négociations ont eu lieu avec la préfecture. Mais l'attitude des autorités se durcit jusqu'à atteindre le point de rupture. Dans la nuit du 11 janvier, des forces de police encerclent le temple et empêchent toutes communications avec l'extérieur. Le 12 au matin, à 10 h 20, des CRS, gardes mobiles et gendarmes (400 en tout) attaquent le temple et les 200 personnes qui s'y trouvent. Les Français sont expulsés et les immigrés emmenés dans des cars de police dont deux avec des menottes.

Ex-Ortf : du rififi dans les syndicats



Après avoir combattu avec leurs faibles forces la loi de juillet 74 qui a fait éclater l'Office en sept sociétés, après avoir « encaissé » les licenciements, les suppressions d'emplois, la cassure quasi effective du droit de grève, les travailleurs de l'ex-ORTF sont affrontés à de nouveaux problèmes, et notamment à une réorganisation du syndicat CFDT de l'ancienne maison.

Deux syndicats, le SIRT (Syndicat Interprofessionnel de Radio et de Télévision) et la FSU (Fédération Syndicale Unitaire), viennent en effet de fusionner en une seule organisation, le SURT (Syndicat Unitaire de Radio et Télévision), affilié à la CFDT.

Le fonctionnement antérieur de ces anciens syndicats, de même que leur façon de mener la lutte étaient pourtant assez opposés. Le SIRT s'efforçait de donner la plus grande autonomie aux sections syndicales et de pratiquer au maximum le partage des responsabilités. Il accordait la même place aux administratifs qu'aux techniciens. La démocratie syndicale n'était pas un vain mot. Malgré des imperfections, elle existait et constituait la clef de voûte de l'organisation. La FSU, par contre, avait toujours calqué son organisation sur certains professionnels (en fait les techniciens). Les prises de décision très hiérarchisées ont toujours été influencées par les « compétents ».

Les revendications du SIRT étaient dans la ligne de la confédération, alors que la FSU se battait plus pour des objectifs catégoriels et strictement corporatifs. De plus, le SIRT s'est toujours efforcé de mener un combat débordant le cadre de l'ORTF (ex : refus de retransmettre, un jour de grève, le match de rugby contre les Sprinboks, avec explication du refus) alors que la FSU, déjà réticente pour des manifestations ORTF à l'extérieur, n'a jamais rien fait pour des actions syndicales d'ordre national ou autre (exemple LIP, LARZAC, grève du 19 décembre taxée de « politique » par nombre de syndiqués FSU).

Cependant, à côté de ce tableau bien noir, il faut préciser que globalement la FSU parisienne était plus corporatiste que ses représentants dans les régions. Cela s'explique par le fait que, dans les provinces, les travailleurs se caractérisent plus par leur appartenance à un centre ORTF qu'à celle d'une profession.

La drôle de fusion

Malgré ces divergences, suite au désir de la FSU d'adhérer à la CFDT (après avoir fait semblable demande à la CGT qui l'a repoussée), les militants du SIRT ont cru au changement de la FSU. Ils ont proposé de susciter un débat dans le syndicat autonome sur la nature de la CFDT et ce que pourrait être le rôle de l'audio-visuel dans une société socialiste au-

Le travail social : pour quoi faire ?

Dixième semaine de grève des travailleurs sociaux de l'association Buzenval à Colombes. La cause du conflit : le licenciement de Françoise Marlier, militante CFDT, sans préavis ni indemnités pour fautes « lourdes »... Crime de lèse-majesté, elle a refusé d'appliquer l'orientation réactionnaire de la direction et de la majorité du conseil d'administration (1).

Les travailleurs de Buzenval au cours des réunions de quartier posent des questions ; comme le dit avec humour un tract largement diffusé, « ils se donnent le droit de vous les poser ». Ce n'est pas l'avis de la direction qui, après avoir refusé la négociation et lancé la procédure de licenciement contre trois animateurs du club de jeunes du Petit-Colombes en riposte à l'occupation des locaux, essaie d'enliser les négociations en refusant d'aborder franchement les problèmes de fond.

L'Union locale CFDT, les sections syndicales de Kleber-Colombes et d'Ericsson et un comité de soutien aident à la popularisation pour la réintégration de F. Marlier et des trois animateurs.

Ce conflit survient après celui de l'UDAF à Rueil, parallèlement à celui de Chanteloup, un foyer d'Arpajon, accueillant une trentaine de « cas sociaux », où plusieurs éducateurs ont été licenciés.

Les travailleurs sociaux doivent contenir et réparer les « ba-

vures » du système capitaliste (délinquance...). On ne leur permet pas de contester le rôle que leur assigne la bourgeoisie. D'où un malaise qui s'aggrave de jour en jour et atteint même les travailleurs sociaux en formation.

Jamais, depuis des années, ils n'avaient été aussi nombreux lors d'une manifestation. Le vendredi 11 au matin, au pied de la Tour Eiffel, plus de 2.000 assistants, animateurs et éducateurs s'étaient regroupés à l'appel de la CGT et de la CFDT pour protester contre la politique du ministère de la santé et des organismes patronaux qui les obligent à vivre d'expédients, à cause du taux dérisoire des bourses, durant toute leur formation. Celle-ci correspond de plus en plus aux désirs des ministères tels que celui de l'Intérieur (prolifération de brigades mixtes regroupant flics et travailleurs sociaux, etc...) et de moins en moins à ce que la population concernée est en mesure d'attendre d'eux.

Malgré des divergences entre cégétistes regroupés à la Bourse du Travail après la manifestation, et cédétistes qui avaient retenu les représentants des organismes patronaux afin qu'ils cessent de fuir leurs responsabilités pour discuter des revendications, il semble que l'action unitaire puisse se poursuivre.

(1) Prise de contact possible à l'union locale CFDT - 18, rue de l'Indépendance - 92700 - Colombes.

Après le patron, l'huissier

Usine Piron à Bretoncelles

Le travail allait manquer, l'entreprise était au bord de la faillite. Non en raison d'un manque de commandes (Renault, Citroën, CEPEM, Roto-Diesel, Shlumberger, Air Equipement), mais tout bonnement de l'incapacité de la direction à assumer ses responsabilités. Le 11 décembre, les 83 travailleurs de Piron, à Bretoncelles, dans l'Orne, ont donc licencié leur patron.

La section CFDT, implantée depuis fin 1973, et les quelques syndicats FO (suscités par le patron pour concurrencer la CFDT) constituent immédiatement un comité de lutte auquel se joignent les inorganisés et quelques cadres. A la fin décembre, deux protocoles d'accord présentés par un entrepreneur de la région sont repoussés : ils n'assuraient aucune garantie pour l'emploi et les avantages acquis.

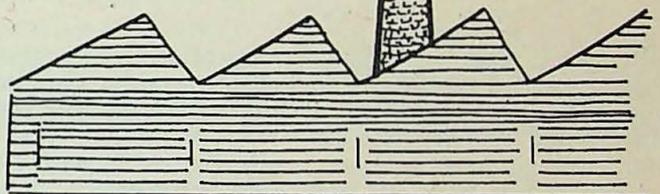
Les négociations sont rompues le 2 janvier ; le syndicat et un huissier viennent poser les scellés. Les travailleurs s'y opposent et occupent leur usine. Le 7, le tribunal des référés se déplace à son tour pour poser lui-même les scellés : les ouvriers

refusent à nouveau mais apprennent qu'un militant sera poursuivi. Ils décident d'évacuer l'usine pour stopper la machine judiciaire et vont occuper la mairie. Après de multiples pressions et démarches de l'administration et de la police, ils s'installent à la Salle des fêtes.

Les travailleurs qui ont mis à l'abri une partie des machines-outils de l'entreprise exigent le paiement intégral des sommes dues, la garantie des avantages acquis, la reprise des activités de l'usine, le maintien du plein emploi, la communication des pièces comptables aux travailleurs et à Syndex pour expertise syndicale.

Six comités de soutien se sont constitués dans la région. Les fédérations du PSU de l'Eure-et-Loire et de l'Orne, sont entièrement solidaires de cette lutte des travailleurs de Bretoncelles pour la garantie de l'emploi. Pour assurer une plus large popularisation, une journée régionale est prévue à Bretoncelles.

Correspondant local ■



togestionnaire. La définition d'une stratégie commune était le moins que la FSU et le SIRT pouvaient déposer dans la corbeille de mariage.

Mais depuis la rentrée de septembre, alors que le SIRT appuyait un combat de masse unitaire, démocratique et interprofessionnel, la FSU refusait de changer sa tactique syndicale de toujours c'est-à-dire, celle de grèves sectorielles tournantes concernant un petit nombre de travailleurs touchant à l'antenne. Les choses se sont précipitées lorsque la confédération, face à deux syndicats CFDT à l'ORTF, imposait à la hâte un congrès de fusion, malgré l'opposition du conseil national du SIRT.

Devant la faiblesse numérique (900 SIRT, 3 500 FSU), tout a été repoussé. Cette faiblesse était accentuée par le refus de la grande majorité des délégués SIRT des centres parisiens de participer au congrès de fusion.

Rééquilibrage de la gauche ?

On peut se demander pourquoi la confédération a pris un tel risque dans une entreprise de l'importance de l'ORTF. Il est clair que la CFDT tient à devenir majoritaire dans certains secteurs de l'audiovisuel pour contrebalancer le pouvoir de la CGT, notamment dans celui

de la production où la puissante Fédération du spectacle possède un quasi monopole de la représentativité syndicale.

Et la mise à l'écart du SIRT ? Il aurait été possible que la confédération, sûre de l'adhésion de la FSU, appuie les objectifs du SIRT. Mais cela n'éclaire-t-il pas à nouveau le tournant que la confédération CFDT a pris au congrès de Nantes (qu'illustre aussi la mise à l'écart des LIP de la Fédération de la Métallurgie). L'impression générale est que la

Faire voir ses films à un public de 10 000 000 de spectateurs, c'est le rêve que caresse sans trop y croire tout réalisateur puisqu'il entre dans la vocation du cinéma d'être un art de masse. En jouant sur cet espoir, les trois nouvelles chaînes de télévision TF1, A2 et FR3 ont programmé pour cette année 548 films de cinéma, soit deux fois plus que l'an passé. Sans parler de la promotion exceptionnelle faite à ce cinéma en pantouffles, problème grave est posé par cette « concurrence sauvage » faite au cinéma par la télévision dont le monopole est ainsi détourné de son véritable objet.

Le petit écran va bientôt boucher le grand. Bonne façon pour la télévision de ne plus se tracasser avec les encombrants problèmes posés par la recherche d'un langage spécifiquement

confédération a fait un choix bureaucratique en favorisant une politique de direction syndicale, plutôt qu'une orientation massive et de lutte de classe. Et les travailleurs dans tout cela ? Ceux de l'ex-Office d'abord. Des centaines sont licenciés et semblent abandonnés. Quel sera l'avenir du mouvement syndical alors que le droit de grève a été quasiment supprimé ? Une première réponse a déjà été donnée : la majorité des militants de l'ancien SIRT vont continuer à militer au sein du SIRT.

adapté à l'expression télévisuelle. On glosa ensuite sur l'inutilité de la recherche à la télévision qu'on pourra alors brader au secteur privé.

Il y a plus grave. A force d'avaler des films, la télévision va ruiner le cinéma. « Il n'y aura plus de films ni pour le cinéma, ni pour la télévision » précisait Costa-Gavras lors de la présentation de Z le dimanche 12 janvier. Cette situation a amené l'Union syndicale des artistes à demander à ses adhérents de refuser toute collaboration avec les nouvelles sociétés de télévision jusqu'à ce que des conventions collectives mieux équilibrées soient signées. Quant aux adhérents du Conseil supérieur, ils ont décidé une grève du film au petit écran. Affaire à suivre.

Alain Tlemcen ■

afrique blanche :

le tournant de la « realpolitik »

Le 11 décembre dernier, Ian Smith lui-même, premier ministre de la Rhodésie blanche, annonçait le « cessez-le-feu » avec les nationalistes africains du Zimbabwe. Le fait, présenté comme une étape décisive vers un règlement constitutionnel qui doit être discuté dès la mi-février, avait de quoi surprendre. Beaucoup moins sans doute, une fois le dossier étudié de plus près...

Cette déclaration en effet faisait suite à la conférence réunie à Lusaka par le président zambien, Kenneth Kaunda, le Tanzanien Julius Nyerere et Senetse Kama, chef de l'Etat du Botswana. Elle rassemblait autour d'une même table Joshua Nkomo, président du ZAPU (Zimbabwe African People's Union), le révérend Ndabaningi Sithole, leader du ZANU (Zimbabwe African National Union), sortis récemment de prison ; Mgr Abel Muzorewa, président de l'Africain National Council, seule organisation africaine tolérée en Rhodésie, ainsi qu'un représentant du gouvernement raciste de Salisbury. Participaient également des représentants des mouvements nationalistes d'Angola et du Mozambique.

Le principe d'un débat entre de tels interlocuteurs est déjà le signe de la gravité de la situation rhodésienne, de l'inquiétude qui miné la minorité blanche, l'obligeant à rencontrer ceux dont, contre toute logique, elle a toujours nié l'existence...

Et d'accepter aujourd'hui, au moins en théorie, des propositions, aussi « énormes » :

- règle du suffrage universel ;
- participation des Africains au gouvernement dans un délai de trois ans ;
- libération des dirigeants noirs et tous les détenus politiques.

Le jeu tourne...

Certes, les commentaires d'un Smith continuent à en dire long : « L'un de mes premiers principes est que nous conservons des critères de « civilisation »... Je crois au suffrage universel, mais avec la réserve concernant les « aptitudes au droit de vote ». Si cela signifie le décompte des têtes comme on compte les moutons, j'y suis évidemment opposé... ». Par ailleurs, on apprenait il y a quelques jours que le régime de Salisbury avait interrompu la libération des prisonniers politiques.

De leur côté, les leaders nationalistes se sont pour l'instant contents d'ordonner aux combattants de « cacher leurs armes et de regagner leurs arrières en Zambie et au Mozambique ».

Ainsi, de part et d'autre, on s'observe, on s'épie, on abat quelques

cartes. « Realpolitik » donc : comme au poker. On prépare le gros coup ; en attendant, il n'y a pas de petits profits. Mais comme au poker, tout dépend de la donne... Or, le jeu est en train de tourner.

L'économie rhodésienne qui s'est jusqu'ici bien portée, grâce à la complicité occidentale, et en dépit du blocus décrété par l'ONU (balance des paiements excédentaires de 265 MF), ne peut plus désormais maintenir son rythme. Les sanctions, même contournées, finissent à la longue par produire leur effet. L'essentiel du commerce, qui se fait par la Zambie et le Botswana indépendants, et par le Mozambique en voie de décolonisation, se retrouve aujourd'hui gravement compromis par le jeu (même aléatoire) de la solidarité de ces pays à l'endroit des mouvements nationalistes.

Le charme et le lest

L'isolement de la Rhodésie « rebelle », depuis que le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) dirige un gouvernement de transition, n'a fait que s'accroître : au Nord, à l'Est, à l'Ouest, ce sont 1 600 kilomètres de frontières à protéger sinon encore à défendre.

Et puis, le rapport de forces qu'il illustre la structure actuelle de la population (5,7 millions de Noirs privés de droits politiques contre 260 000 Blancs) n'est pas tenable à terme — même un Smith doit finir par l'admettre...

Enfin, il faut prendre conscience que le « compromis » de Lusaka n'est pas seulement une affaire rhodésienne mais concerne directement Pretoria. En effet, la chute de l'empire portugais amène l'Afrique du Sud à reconsidérer globalement sa politique : l'heure n'est plus à l'intransigeance. Le cordon sanitaire que constituait le Mozambique, l'Angola et la Rhodésie est rompu. Le glacie de l'Afrique blanche se fissure de toutes parts.

Et c'est Vorster lui-même qui pousse le petit cousin Smith à prendre langue avec les Etats voisins et sa majorité noire... Simultanément, la nouvelle stratégie « blanche » se déploie : offensive de charme vers les états africains « modérés », comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal ; « modus vivendi » avec le Mozambique où se situe le barrage géant de Cabora Bassa, clé de l'industrialisation sud-africaine, ainsi que le port vital de Lourenço-Marquês...

Il faut gagner du temps, lâcher du lest, pour sauvegarder les intérêts fondamentaux. Et le lest à lâcher, en ce début de 1975, ce pourrait bien être pour Pretoria la Rhodésie de Ian Smith.

René LANARCHE ■

le fric du shah

De Chirac en d'Ornano, qui en France ne va pas faire son pèlerinage à Téhéran pour écouter les babillages sentencieux et les oracles autoritaires du souverain iranien, histoire d'obtenir ensuite le droit d'apposer la signature de « la France » au bas d'accords commerciaux dignes des mille et une nuits : venez à moi, jolis pétro-dollars. Et de fermer les yeux sur le reste : la façon dont le Shah, qui veut faire de l'Iran le gendarme de l'impérialisme dans le Moyen-Orient et l'Océan indien, règle le compte de son peuple...



Résumé d'un rapport récent de l'Association internationale des Juristes démocrates : la garde à vue en Iran, pour délits de nature « politique » (au sens large), dure plusieurs mois ; en guise d'instruction, on procède seulement à un interrogatoire, « en force », de suspects qui sont virtuellement condamnés avant même d'être entendus ; les prisons politiques dépendent d'une police spéciale, la SAVAK, sorte de KGB à la mode sud-américaine ; un local pour la torture est spécialement aménagé à la prison d'Evine ; on y pratique notamment la flagellation au fouet mécanique, la brûlure par application du corps sur une table chauffée à blanc, l'introduction de tessons de bouteilles dans l'anus, les incisions à vif, pour ne citer que les pratiques les plus originales et dignes d'enrichir l'art de briser les volontés, de faire basculer les consciences, de contraindre aux reniements.

En d'autres termes, l'argent iranien a de l'odeur, et nous en barbouiller l'industrie française, comme font nos « libéraux » de gouvernants, ce n'est pas un geste innocent. Comme n'est pas innocente la nomination de Richard Helms, ancien patron de la CIA, au poste d'ambassadeur à Téhéran. Gerald Ford vient d'ailleurs de le rappeler en consultations à Washington : il n'est pas tolérable, n'est-ce pas, que la CIA fasse subir aux Américains le sort qu'elle doit réserver — de par son statut — aux citoyens non-yankees...

Ph. M. ■

congo :

le congrès du pct

Plus d'une cinquantaine de délégations où dominaient très largement les partis communistes au pouvoir en Europe et les mouvements de libération des trois continents assistaient du 28 au 31 décembre 1974 au deuxième congrès ordinaire du Parti

Congolais du Travail. Aux côtés du PCF et du PS, notre parti y était représenté.

Le thème du congrès, « de la créativité des masses et du rôle dirigeant des cadres » marquait la volonté très nette de consolider

international en bref

● Russel II contre Pinochet

Un rapport détaillé de la délégation chilienne au Tribunal Russel II, réuni à Bruxelles la semaine dernière, a été présenté par Pedro Vuskovic, ancien ministre de l'économie du gouvernement Allende. Il est écrasant pour la junte. Que celle-ci ne se croit pas absoute du fait qu'elle « libère » un certain nombre de prisonniers en les « bannissant » arbitrairement. Outre l'utilisation de la torture, le rapport chilien dénonce « la militarisation des établissements d'enseignement », la « contrainte idéologique », la complaisance du pouvoir judiciaire... On parle d'une prochaine session du Tribunal Russel II sur les multinationales et leurs activités impérialistes dans les pays du tiers-monde...

● Mahmoud Hamchari : 2 ans déjà

Le 18 janvier à 15 heures, au cimetière du Père Lachaise, notre parti sera représenté au rassemblement qui ouvre la semaine anniversaire de la mort d'Hamchari, délégué de l'OLP en France, assassiné par les services secrets israéliens. Au moment où le danger d'une guerre préventive déclenchée par Israël se précise, et où de très fortes pressions sont faites sur les Palestiniens pour qu'ils acceptent de composer avec l'ennemi sioniste, il sera tout à fait nécessaire d'exprimer aux Palestiniens une solidarité active anti-impérialiste. Un autre moyen, pour la même cause, sera de faire connaître les initiatives de l'Association médicale franco-palestinienne, notamment la souscription pour la création d'un hôpital souterrain « Hamchari » à la frontière libanaise (AMFP, 24, rue de la Réunion, 75020 PARIS - CCP. : 34 521 83 - LA SOURCE).

● Mamadou DIA reprend du service

Libéré après onze ans de détention, l'ancien président du Conseil du Sénégal vient de fonder « l'Internationale Africaine des forces pour le Développement » qui a pour but l'instauration progressive de l'autogestion socialiste. Dans le document officiel de ce mouvement on peut lire : « Il est impossible d'accéder à une véritable libération des peuples africains par rapport aux dominations extérieures, particulièrement au système capitaliste international et aux relais de ces dominations à l'intérieur des réalités économiques, sociales et culturelles africaines, sans porter l'accent sur l'établissement de nouveaux rapports sociaux au sein des communautés de base, rapports s'inscrivant à la fois dans l'identité culturelle et la transformation des structures technologiques et économiques ». Une affaire à suivre !

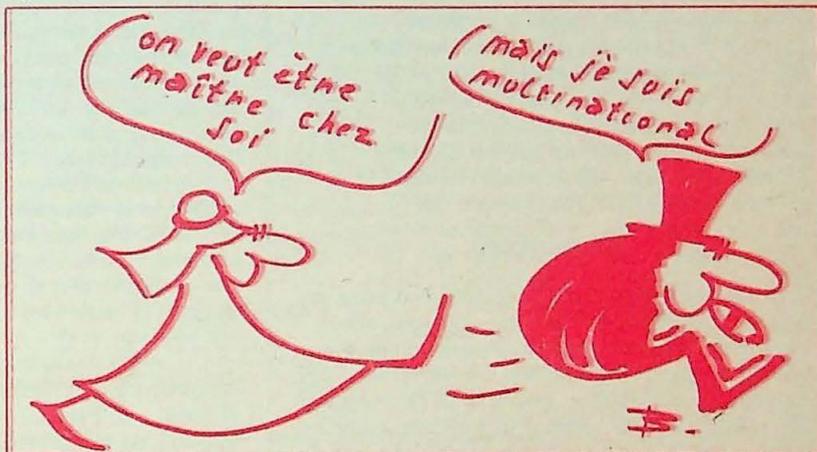
● Ford-Kissinger, fauteurs de guerre !

Les déclarations belliqueuses de Kissinger et de Ford visent directement les pays arabes qui empêchent le « monde industrialisé » (lisez « capitaliste »), d'assurer la direction du monde tout court ! Tactique impérialiste : diviser pour régner au Proche-Orient, point chaud par excellence, voilà où mènent les « petits pas » du Dr Miracle qui veut séparer Syrie et Egypte pour mieux

imposer la sauvegarde d'Israël. Il semble bien qu'en Europe, même des gens de gauche tombent dans le panneau et signent à qui mieux mieux des textes à la rescousse d'Israël. Pendant ce temps, les Marines US débarquent à Canjuers, le camp d'entraînement géant situé près de Draguignan. Simple ballade, simple formalité. L'essentiel est que les habitudes se prennent...

● L'UDR « rénovée » ne veut plus du CFA

A la Réunion, Michel Debré, en perte de vitesse, commence à reconnaître dans une émission télévisée que les Réunionnais émigrant en France risquent de s'y retrouver sans emploi. Faillite d'une politique ! Mais l'UDR de l'île, qui est obligée de compter avec la droite giscardienne, veut faire preuve de civisme et pousse à ce que la suppression du franc CFA (officiellement décadé le 1er janvier 1975) soit suivie de mesures rigoureuses pour réduire le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Avec le nouveau système à l'étude, (mais c'est toujours le brouillard en ce domaine), le traitement du fonctionnaire serait encore de 50 % supérieur à celui appliqué en France ! Un pays de cocagne ? Pas pour tout le monde : les ouvriers du chantier de la route littorale (une autoroute construite sur la mer...), en grève à 100 % contre leur entreprise qui se prétend près de la faillite, mais trouve quand même le moyen de payer à certains de ses cadres des voyages de plaisance vers les Seychelles ou Madagascar !



● Le grand déballage

L'hebdomadaire « Jeune Afrique » du 17 janvier rapporte ces propos étonnants et « sans fard » : « Nous avons provoqué le départ de Goulart au Brésil, liquidé Che Guevara en Bolivie et poussé au renversement du gouvernement d'Allende. Et je passe sur nos actions au Pérou, en Equateur, en République Dominicaine ou au Congo (aujourd'hui Zaïre). Et puis, entre nous : croyez-vous que ce soit un hasard si Richard Helms, aujourd'hui impliqué dans le présent scandale et ancien directeur de l'agence de 1966 à 1973, soit actuellement ambassadeur en Iran ? Et est-ce un accident si Makarios s'est vu chassé de Chypre l'été dernier ? ». Mais, de qui sont-ils, ces propos ? D'un animateur de la gauche US ? Tout simplement de M. Victor Marchetti, l'ancien assistant du directeur de la Central Intelligence Agency, autrement dit de la CIA. Nous, on le savait. Mais qu'ils commencent à le dire... Enfin, ça console.

A.L. ■

la ligne adoptée par la conférence nationale de juillet 1972.

En réaction contre la phase précédente, dite « d'opportunisme de gauche », cette conférence « réaffirmait la contradiction principale qui oppose le peuple congolais à l'impérialisme en général, à l'impérialisme français et ses valets locaux en particulier. » Elle a défini l'étape de la lutte actuelle du peuple comme étant celle de la Révolution nationale démocratique et populaire.

La politique de front, définie à cette occasion, tendait à mobiliser les masses populaires re-

groupées dans les organisations de masse (syndicats, union des femmes, rassemblement de la jeunesse...) autour du Parti Congolais du Travail fort aujourd'hui de 1 425 membres (dont 80 % entrés en 1974), et défini selon les principes léninistes les plus stricts.

En dépit de la fermeté et de la précision de la ligne, sa mise en œuvre semble s'être heurtée à divers obstacles. Le plus important, selon les camarades congolais, résidait essentiellement dans l'insuffisante liaison entre le parti d'avant-garde et les masses. Leur analyse les a conduits à la conclusion qu'une redéfinition du rôle des cadres, appelés à faire preuve

d'une plus grande conscience révolutionnaire, devait permettre de résoudre le problème.

Bien qu'elle ne fasse l'objet d'aucune organisation politique de masse, l'agriculture a été définie comme la priorité et la base du développement. Mais la tâche n'est pas rendue aisée par les structures héritées du colonialisme puisqu'à côté de quelques unités d'exploitation forestière, l'essentiel de la paysannerie reste occupé à des travaux encore très primitifs (cueillette, chasse, pêche...).

L'industrie est définie comme le facteur déterminant du développement. Groupée dans les

centres de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, elle reste encore faible, mais le plan triennal (1975-1977) prévoit que le recours à des « industries industrialisantes » devrait en renforcer le poids et le rôle moteur pour l'ensemble de l'économie.

Les objectifs définis par le congrès sont manifestement ambitieux. Dans ce petit pays, coincé au cœur de l'Afrique entre le puissant Zaïre et des Etats encore largement soumis à la tutelle impérialiste, il implique une intense mobilisation populaire à laquelle l'activité déployée par le parti s'efforce de contribuer. Il exige aussi l'appui sans défaillance d'alliés sûrs. □

l'urss croit-elle à « la crise » ?

L'antagonisme entre les deux mondes, thème central de la propagande communiste du temps de Staline, s'est quelque peu effacé, sans être jamais abandonné, devant le thème de la coexistence pacifique. La crise du monde capitaliste lui a redonné de l'actualité...

Au capitalisme en crise, les communistes opposent les progrès accomplis dans les pays qui se trouvent sous leur direction. Personne ne peut nier cette évidence. Les pays d'Europe de l'Est ne souffrent pas des effets de la surproduction, de la mévente, de l'inflation. Malgré l'élévation continue du niveau d'existence, ces pays vivent encore en période de manque de produits de consommation courante.

Le genre de vie en Occident y est pris pour modèle, imité et envié. La société de consommation, dont on ignore là-bas les inconvénients et les limites, n'a pas perdu, aux yeux des Soviétiques et de leurs alliés, les vertus de la richesse et de l'abondance. Car leur niveau de vie, sauf en Allemagne orientale, reste sensiblement inférieur à celui de l'Europe occidentale.

Peut-on attribuer cet état de choses au sous-développement des pays d'Europe orientale, au moment de la prise du pouvoir par les communistes ? Cinquante sept ans après leur accession au pouvoir en Russie, 37 ans après dans les autres pays du camp soviétique, cette explication ne paraît pas suffisante. Ne faut-il pas attribuer ce retard au blocage structurel qui ralentit le progrès technologique, économique et social ?

Dépossédés

En régime capitaliste, l'antagonisme principal oppose le mode de production, devenu collectif, à la forme de propriété, restée globalement privée. En régime soviétique, l'étatisation des moyens de production a mis fin à la propriété capitaliste privée ; elle a permis de planifier l'économie, d'éviter le gigantesque gaspillage dû à la concurrence capitaliste.

Cependant, la pénurie des cadres qualifiés a abouti à une centralisation excessive de la direction économique du pays. Les péripéties de la guerre civile et la méfiance, souvent justifiée, à l'égard des techniciens bourgeois, ont eu pour effet d'ériger l'appareil du parti bolchévique en détenteur unique du pouvoir. A tel point qu'aussi bien les techniciens, qui aspirent à une plus large autonomie de la gestion économique, que les travailleurs, qui voudraient la prendre en main, sont dépossédés du droit de décision.

Les dirigeants du parti, possesseurs réels des moyens de production et d'échange, comprennent que l'organisation centralisée de l'économie est devenue un obstacle. Néanmoins, chaque fois qu'a été tentée la décentralisation économique — par Khrouchtchev d'abord, par Kossyguine ensuite — la réforme a été bloquée au niveau des cadres supérieurs et moyens, qui y voient une grave atteinte à leurs prérogatives.

Ces échecs expliquent pourquoi le progrès technologique a été ralenti. En effet, l'exécution du plan, qui repose essentiellement sur des indices quantitatifs, n'incite pas les responsables au renouvellement de l'outillage et des méthodes de production. Ceux-ci entraînent deux inconvénients majeurs. Ils obligent à avoir recours au crédit des banques d'Etat qui grève la gestion.

Du troc

D'autre part, l'accroissement de la production entraîne la diminution de la main-d'œuvre. Or, la conquête fondamentale des travailleurs soviétiques est la garantie de l'emploi. D'où le recul des responsables devant le risque de licenciements et le maintien ou la création de nombreux postes de caractère parasitaire (magasiniers, chauffeurs, gardiens, surveillants, etc...) même dans les usines largement automatisées.

En dehors des secteurs de pointe (astronauti-

que, fusées, aviation, énergie nucléaire), les outillages de nombreuses usines sont vieillissés et dépassent la durée d'amortissement en pays capitalistes. On constate un grand retard technologique dans la production des machines, qui sont plus lourdes, plus lentes et plus coûteuses. Des écarts entre la mise en chantier et l'achèvement de nouvelles usines sont fréquents et considérables.



Faut-il s'étonner que, ne pouvant pas débloquent les freins structurels, les dirigeants du parti préfèrent tourner l'obstacle en utilisant la technologie occidentale ? Il leur a fallu admettre implicitement le décalage persistant entre l'URSS et l'Occident, renoncer à proclamer la supériorité de l'économie soviétique et sa capacité de rattraper et dépasser, avant 1980, la production occidentale par tête d'habitant. La prudence brejnevienne l'a emporté sur la vantardise khrouchtchévienne !

La crise de l'économie capitaliste renforce les positions soviétiques. L'URSS dispose d'atouts considérables dans ses négociations avec les Occidentaux : elle n'est pas en crise ; elle ne manque ni de pétrole, ni de gaz, ni de charbon. Elle dispose d'immenses réserves de matières premières, d'or et de devises.

Les achats soviétiques se comptent par milliards de dollars : aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, en France. Il s'agit d'usines « clés en main », de coopération économique de longue durée, d'une véritable assistance technique. L'URSS se propose de payer ses fournisseurs capitalistes en développant ses exportations. Elle pratique le système de troc sur une grande échelle. Elle achète des tubes pour ses gazoducs et oléoducs en Allemagne de l'Ouest contre la fourniture annuelle de dix milliards de mètres cubes de gaz. Elle s'est engagée à fournir à la France quatre milliards de mètres cubes de gaz par an contre l'installation de plusieurs grandes usines, montées et outillées par les entreprises françaises.

Avec empressement

On se rend bien compte à Moscou que l'ouverture de l'immense marché soviétique peut atténuer la crise et consolider pour un temps l'économie capitaliste. C'est le moindre souci des soviétiques, qui croient aux possibilités d'adaptation de la bourgeoisie. Ils redoutent même les conséquences d'une crise grave qui pourrait accroître les tensions internationales et nationales et déboucher sur des coups d'Etat contre-révolutionnaires et sur une guerre mondiale, qui serait thermo-nucléaire.

Les Soviétiques craignent les incidences des bouleversements sociaux et politiques sur la coexistence pacifique et sur les échanges économiques. Ils n'envisagent l'accession des communistes au pouvoir en Europe occidentale qu'au sein de larges coalitions englobant non seulement les partis socialistes mais aussi les partis bourgeois de gauche (1).

Admettent-ils le maintien du statu quo en Occident ? L'empressement de Brejnev à conclure des accords économiques à long terme avec Helmut Schmidt, Giscard et Ford, et son vœu de coopérer avec eux dans les autres domaines, le laisse supposer.

Brejnev est arrivé à un début de compromis avec Ford sur l'équilibre des armements nucléaires ; il a obtenu de Giscard la levée des derniers obstacles aux accords de sécurité collective et de

coopération élaborés à Helsinki et qui butent sur le refus soviétique d'admettre la libre circulation des hommes et des idées. Il semble que l'impératif économique devrait triompher des scrupules idéologiques et que l'URSS obtiendrait satisfaction sur ce point, sans sortir de son isolement culturel.

L'URSS a obtenu des avantages économiques et financiers considérables. Ce qui ne l'a pas empêché de durcir ces temps derniers sa politique étrangère. Elle a rejeté les conditions mises par le Sénat à l'application de l'accord avec les Etats-Unis, en déclarant que la limitation à 18 mois de la clause de la nation la plus favorisée constitue une discrimination et la demande de libéralisation de l'émigration des Juifs une ingérence dans les affaires intérieures soviétiques.

On a l'impression que les dirigeants du Kremlin, se croyant en position de force, ne veulent plus faire des concessions et reviennent sur celles qu'ils avaient consenties. Que Brejnev soit malade ou non, il paraît obligé de durcir ses positions.

L'URSS ne renonce pas, pour autant, au changement en sa faveur de l'actuel rapport des forces. Si elle accepte la négociation entre le Marché Commun et le Comecon, si elle propose la dissolution du Pacte Atlantique et du Pacte de Varsovie, c'est qu'elle domine davantage, sur le plan économique et militaire, l'Europe orientale que les USA ne dirigent l'Europe occidentale.

Circonspects

Son objectif plus lointain est l'évacuation des troupes américaines d'Europe, ce qui assurerait à l'URSS la sécurité de la frontière occidentale, la prépondérance militaire sur le continent et lui permettrait de renforcer son dispositif face à la Chine. Ce retrait constituerait une étape vers le dénucléarisation, puis vers la neutralisation de l'Europe centrale d'abord, de l'Europe occidentale ensuite. Son objectif final serait, avec les aménagements nécessaires, plutôt la finlandisation que la satellisation de l'Europe capitaliste.

Les dirigeants soviétiques ne paraissent pas désirer la prise du pouvoir par les communistes en Europe occidentale. Les schismes yougoslave et chinois leur ont appris qu'à la longue le modèle soviétique ne peut pas être imposé à d'autres peuples et que leur évolution ultérieure pourrait créer en URSS même des difficultés et des conflits.

Ils savent que la docilité relative des communistes italiens, espagnols ou français, s'évanouirait rapidement après leur accession au pouvoir, et que s'affirmeraient en revanche des désaccords, voire des oppositions, entre eux et l'Union Soviétique.

Pour toutes ces raisons, les dirigeants de Moscou observent, à l'égard du monde capitaliste en crise, une attitude circonspecte ; ils cherchent à obtenir des gouvernements en place, qu'ils soient de droite ou de gauche, le maximum d'avantages. Ils ne prévoient la transformation fondamentale de la société capitaliste que dans un avenir éloigné.

Victor Fay ■

(1) Du 19 au 21 décembre 1974 s'est tenue à Budapest une rencontre préparatoire de la conférence européenne des partis communistes qui doit avoir lieu en juin 1975 à Berlin-Est. A l'ordre du jour figure « la lutte pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès en Europe ». Cette conférence a pour but de faire aboutir les négociations d'Helsinki sur la sécurité de la coopération des Etats européens.

Cette rencontre de Budapest marque un certain raidissement par rapport à celle de Varsovie, tenue en octobre dernier. Certes, personne ne prévoit la reconstitution d'un organisme international, ni le désaveu d'un quelconque parti communiste. Cependant, l'accent a été mis sur la nécessité de coordonner davantage l'activité des partis communistes européens ; sur leur rôle d'avant-garde au sein des coalitions pouvant englober toutes les forces démocratiques et progressistes (sans citer des socialistes) ; sur le fait que la coexistence pacifique, si elle implique le statu quo territorial, ne signifie pas le maintien des statu quo politique et social en Europe ; en période de crise généralisée du régime capitaliste.

Ce raidissement des communistes européens, exprimé avec le plus de précision par Jean Kanapa, délégué du PCF, montre que le refus de ce parti de gérer la crise, et ses critiques adressées au PS, correspondent à une attitude globale adoptée aussi bien par les dirigeants des pays de l'Europe orientale que par ceux des partis communistes occidentaux.

Après quatre pièces écrites, montées et jouées par Jean-Pierre Bisson en moins de deux ans, voici les **Caprices de Marianne** (1) dont il n'est que le metteur en scène et l'un des principaux interprètes. Cependant, Bisson est si accordé au Musset des premières pièces qu'il les aborde avec une parfaite liberté, leur faisant porter les thèmes de réflexion et les attitudes devant la vie qui sont les siennes.

Dès le prologue, où Bisson fait converser Fantasio et Spark (Fantasio : Acte 1, scène 2) dans un cabaret où le « commun » s'abrutit de bière, le propos est énoncé. Une jeunesse dorée, qui a tout vécu d'avance dans les livres et s'endette, boit ou aime par ennui, tourne le dos à une République racoleuse — celle du tableau de Delacroix — qui, bonnet phrygien en tête et drapeau tricolore haut brandi, fait tuer inutilement de pauvres sur les barricades.

Les Caprices de Marianne

La pièce ainsi amenée éclaire la vanité de toute action humaine et un désespoir. Pas plus que le combat révolutionnaire, l'amour héroïque n'a de sens. Qu'on laisse un peu de temps aux héros de Musset et l'on verra Coelio qui aurait pu ne pas mourir par hasard, le cœur éternellement en écharpe, s'accommoder du naufrage de son éternel amour, Marianne concilier respectabilité bourgeoise et plaisirs discrets, comme fait sur scène cette autre elle-même, la mère de Coelio dont elle reproduit l'aventure. Octave cependant, toujours « en marge » parce que politiquement et socialement il est incapable de s'attacher à



les caprices de marianne

rien, ne tarderait pas à trépasser, dans quelque night club, d'une crise éthylique.

Or, ces héros de Musset, Bisson les aime et les hait, comme il s'aime et se hait lui-même. Cette violence du sentiment aboutit à un spectacle-cri. Cri d'un individu malade d'impuissance, malade de se sentir fait comme un rat dans la société telle qu'elle est. Spectacle plein d'outrance, d'ironie grinçante — le travail des masques-musiciens soulignant la fausseté des attitudes — et, en même temps, de tendresse.

Dans un très beau décor de Jean Percet qui, avec des rideaux, suggère — sur fond d'univers — tous les lieux de l'action, Bisson lui-même, cœur et poitrail ouvert, ap-

porté à Octave son étonnante présence d'acteur ; Pierre Arditi se tire sans mièvrerie du rôle difficile de Coelio, tandis que Nicole Garcia, très belle et la voix retenue, presque éteinte tant qu'elle veut opposer la sagesse de Marianne aux débordements des autres, mais qui peu à peu, nuance après nuance, s'anime et fait suivre, dans son timbre toujours mesuré mais dans son comportement plus vif, les progrès de la passion, confirme les dons de la très grande actrice qu'elle est déjà.

Le Précepteur

Lenz (2) décrit une société qui ressemble étrangement à celle de Musset, une société où aucune émotion n'est franche, joies, peines, amours, passant par les mots

qui les décrivent et, en les rattachant à un modèle littéraire, les dénaturent.

La pièce de Lenz raconte l'installation chez des bourgeois anoblis d'un précepteur qui, sous-payé, et traité aussi mal qu'un domestique, couche néanmoins avec la fille de la maison, Gustine, la romantique fiancée d'un bel aristocrate. Surpris, les deux jeunes gens s'enfuient, chacun de son côté. Läufer, le précepteur, est recueilli par un pédant de village, un maître d'école qui ne met rien plus haut que la chasteté. Quand Läufer croit Gustine et son père parti à sa recherche noyés par sa faute dans les marais, il se châtre et découvre trop tard la vanité d'une morale inculquée et la richesse possible de la vie.

La mise en scène de Bernard Sobel, qui a choisi de jouer la pièce de Lenz, et non l'adaptation plus connue de Brecht, prend appui sur la folie naissante de Lenz. Ici c'est le regard de Lenz lui-même — regard imaginé — qui montre et qui donne vie à une série de tableaux expressionnistes.

Dans un camaïeu de beige et de gris où les éclairages d'André Diot (3) presque toujours horizontaux et venant de la cour indiquent l'heure et la saison, s'inscrit la lamentable histoire du plus lamentable personnage de théâtre, celui qui, en butte à tous les systèmes d'autorité sur quoi se fonde le monde bourgeois, en fait voir l'iniquité. C'est une belle et intelligente réalisation.

Dominique Nores

(1) présenté par le Théâtre National de Strasbourg et le Théâtre National de Chaillot (à la Renaissance).

(2) par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers, salle des Grésillons.

(3) décor de Bernard Thomassin.

rétro sur marlène : « la maison des sept péchés »



Notre époque industrialisée, robotisée, standardisée a tout de même besoin de rêver. Alors, incapable de promouvoir une production culturelle à sa mesure, elle fait du rétro. Et au cinéma, c'est souvent tant mieux.

Ces temps-ci, dans le genre, il faut aller voir **La Maison des 7 péchés** (« **Seven sinners** »), film réalisé en 1940 par Tay Garnett avec une Marlène Dietrich plus Marlène que jamais et un John Wayne plus sémillant qu'un Chaban.

C'est un superbe **eastern** ; ça se passe dans des îles indonésiennes, parce que bien sûr c'est là qu'on rencontre des épaves humaines, des filles perdues et des cabarets louches. Les « indigènes » grouillent autour des gros plans, sans jamais bien sûr participer à l'action. Tout se joue entre les Blancs de la haute société — le gouverneur, les officiers de la **Navy**, tout de blanc immaculé vêtus — et les Blancs de la société interlope.

C'est plein de bons sentiments, c'est tranquillement réactionnaire, c'est un témoignage élogieux du star-system hollywoodien, et c'est beau comme l'antique. Bien sûr Garnett n'est pas Sternberg, et les personnages manquent singulièrement d'épaisseur. Mais il faut avoir vu Marlène chanter **I can't give you anything but love**, il faut l'avoir vue, le regard dans les brumes, retrouver la **Navy**, cette marine américaine qui symbolise tout à la fois la puissance, le prestige, la camaraderie et la dignité dont un peuple est capable.

Oui, entre une réunion politique et **China-town**, n'oubliez pas cette **Maison des 7 péchés**. Ce n'est que du cinéma (c'est-à-dire comme disait à peu près Fuller, ce réactionnaire génial, de l'action, du mouvement, de l'émotion), c'est parfaitement représentatif de l'idéologie dominante d'une époque. Mais précisément, si ce que vous aimez, c'est le cinéma, vous vous régalez.

Gilbert HERCET ■

TS : Votre livre, « L'Imprécateur », a été écrit au moment où se manifestaient les premiers symptômes de la crise économique. L'auriez-vous écrit sans eux ?

René-Victor Pilhes : Non je n'aurais pas écrit ce livre. Mais il a été commencé il y a cinq ans. A cette époque, les premiers symptômes de cette crise m'apparaissaient clairement, bien qu'intuitivement. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la crise qui se profile mais la guerre ; et je dis aux citoyennes et aux citoyens qu'ils doivent se mettre dans la tête qu'on risque d'arriver en France à un système politique oppressif, qui sera secrété par l'économie. Mon raisonnement est simple : avant, il y avait les guerres de religion, les conquêtes territoriales, le racisme, l'Alsace Lorraine ; aujourd'hui voilà venir le chômage, le chaos, la faillite, cela se traduira par la destruction des institutions bourgeoises et par la destruction des libertés démocratiques.

TS : Autrement dit la société capitaliste est en crise et l'issue que vous entrevoyez c'est le fascisme. Vous êtes pessimiste !

R.V.P. : Face à la crise, aux bouleversements consécutifs, à la hausse des matières premières, les Etats-Unis ne resteront pas impassibles. Et je ne dis pas cela parce que j'ai lu dans une feuille de chou que 60 000 « Marines » étaient prêts à partir pour n'importe où ; c'est la logique de mon raisonnement qui m'amène à cette conclusion. Les mesures impopulaires qui seront prises par les gouvernements occidentaux les amèneront automatiquement à durcir leur politique, et de fil en aiguille à briser le carcan de la démocratie bourgeoise.

TS : Revenons à « L'Imprécateur » : est-ce pour vous une simple critique du gigantisme des firmes multinationales ? Une critique de la « technostructure » ? Une critique de la croissance sauvage ? ou une critique générale du mode de production capitaliste ?

R.V.P. : Un peu de tout cela bien sûr, mais fondamentalement il y a quelque chose d'autre.

La création littéraire échappe à toute la gauche. Le rôle de l'écrivain dans la vie politique est entièrement gommé par les partis. Vos quatre questions précédentes peuvent parfaitement se traiter sur le mode du discours par les militants, les sections, les fédérations d'un parti. Mais elles sont secondaires dans « L'Imprécateur ». Mon livre est un texte, une sorte de cri instinctif comme certains écrivains peuvent en pousser. L'élément fondamental c'est que mes héros sont poussés vers des voies psychologiques qui sont celles du fascisme. Un tiers de mon livre décrit des scènes d'inquisition dignes de celles qui se sont passées dans les geôles nazies. C'est l'élément essentiel. Pour faire la simple critique du capitalisme je n'aurais pas écrit un roman. Il y a d'autres méthodes pour cela. Le roman engagé, on en a perdu l'habitude, au sens où je l'entends, c'est-à-dire pas sur un sujet précis.

les imprécations de rené victor pilhes

C'est la crise. Partout. Sacré débat. Voilà un hors-d'œuvre de choix : les idées de René-Victor Pilhes (1), auteur de « L'Imprécateur » (Le Seuil). (1) Il a écrit le roman d'une multinationale dans un monde qui bascule. Avec, au bout du chemin, le fascisme. Et pas n'importe lequel.

Des idées qui n'engagent que leur auteur, comme on dit. Mais qui ont le mérite de provoquer la discussion.

TS : La guerre d'Algérie par exemple ?

R.V.P. : Notez que j'ai « fait » trente mois en Algérie. Je suis l'ancien vice-président de la Fédération Nationale des Anciens d'Algérie.

TS : Quel Parti ?

R.V.P. : D'abord le parti radical mendésiste, ensuite le parti socialiste autonome, qui après sa fusion avec l'UGS en 1960 est devenu... le PSU.

Mon syndicat a été la CGT. J'ai créé au PSU une section d'entreprise, et je crois qu'elle a été la première.

TS : C'était il y a quinze ans.

R.V.P. : Il y avait Servet (Rocard), Bourdet, Martinet, toute la bande

TS : La mise à nu des motivations, des forces qui poussent les cadres de « ROSSERYS and MITCHELL » « l'entreprise la plus importante du monde », vers la folie peut-elle être mise en parallèle avec les forces qui poussent les hommes politiques qui nous gouvernent ? Y a-t-il similitude ?

R.V.P. : Bien sûr et sur plusieurs plans. Les douze personnages de mon livre sont les managers. Je ne les décris pas. Ils sont interchangeables, marionnettes que l'on trouve dans l'administration, dans la politique. C'est ce que j'appelle « l'Elite » au pouvoir... ou la « pseudo-élite ».

La façon dont mes personnages fixent le prix de leurs produits, déterminent le mode de croissance,

choisissent les produits qui leur semblent bons, tout cela est le produit d'une certaine société : disons le « super capitalisme » qui s'est approprié la technologie, la science, en les dénaturant. Les types que je décris ont en outre un trait commun : l'arrogance que confère à leur cerveau, le vide politique. Ils n'ont aucune idée, et en ce sens ils sont encore plus à droite que des gens qui se réclament de la droite. Ce mélange de psychologie arrogante et d'usurpation politique forme la matière de mon roman.

TS : En somme vous décrivez l'aliénation qui frappe les dirigeants d'une super entreprise capitaliste.

R.V.P. : Je crois au dérapage de l'analyse politique. Tout ne s'explique pas par l'organisation économique et politique : Hitler par exemple a été secrété par l'organisation capitaliste de l'Allemagne, par le traité de Versailles etc. Mais il a aussi été secrété par la « folie ». Il y a quelque chose de tout à fait irrationnel qui s'est ajouté aux déterminations économiques et politiques, ce que j'appelle un dérapage.

Si on s'en tient aux seules déterminations économiques et politiques on bâtit leur théorie, et on est militant révolutionnaire. J'introduis de l'irrationnel dedans. Je pense que l'histoire est aussi faite d'éléments très étranges qui sont liés à l'analyse politique, mais dont on n'a pas découvert les clés. Et c'est pour ça que dans mon livre, les types dérapent. Ils ne sont pas qu'aliénés. Ils ressemblent aux sections d'Assaut. Ils sont fous. Ils deviennent complètement fous. Comme Pinochet.

TS : Qu'est-ce que la Révolution socialiste pour vous ?

R.V.P. : Une révolution socialiste ne peut être que populaire. Ce sont les événements qui le feront ou pas. Et vous, militants politiques, vous ne pouvez pas préjuger qui la fera, ni dans quelles conditions. Le régime politique dictatorial dont j'ai parlé tout à l'heure secrétera de nouvelles forces, les cartes seront redistribuées sur le plan politique, et ceux qui sont partisans de la démocratie, en attendant, vont en bavarder. Les révolutionnaires qui sont des gens lucides doivent intégrer dans leur démarche l'ensemble du monde : non seulement votre « politique » mais aussi votre « peinture », votre « sculpture », votre « musique » et surtout votre « littérature ».

C'est à vous de faire cet effort d'intégration. Les grands prédecesseurs l'ont compris : Lénine, Trotsky...

La gauche ne doit pas être une gauche sèche, hypertrophiée au niveau de l'analyse politique. Elle doit renifler la vie concrète, intégrer dans sa pensée et dans son action le reste. Et moi, devant vous, je représente « le reste ».

Propos recueillis
par Jean VERGER

